

Sommaire

Différence 5

Echange 7

La journée à la maison : 10 ans déjà	8-9
Succès incroyable des PSR	11
Le retour vers une vie villageoise	13
La fin du bocage pavillonnaire du quartier du Morands	13

Territoire 15

Rappelez vous !	16
Périphérie, là où il fait bon vivre	17
Et une de plus...	18-19
Sachons prendre de la hauteur	20-21
Publicité «ME Smart housing solution»	22-23
Evolution des zones villas	24-25

Eau 27

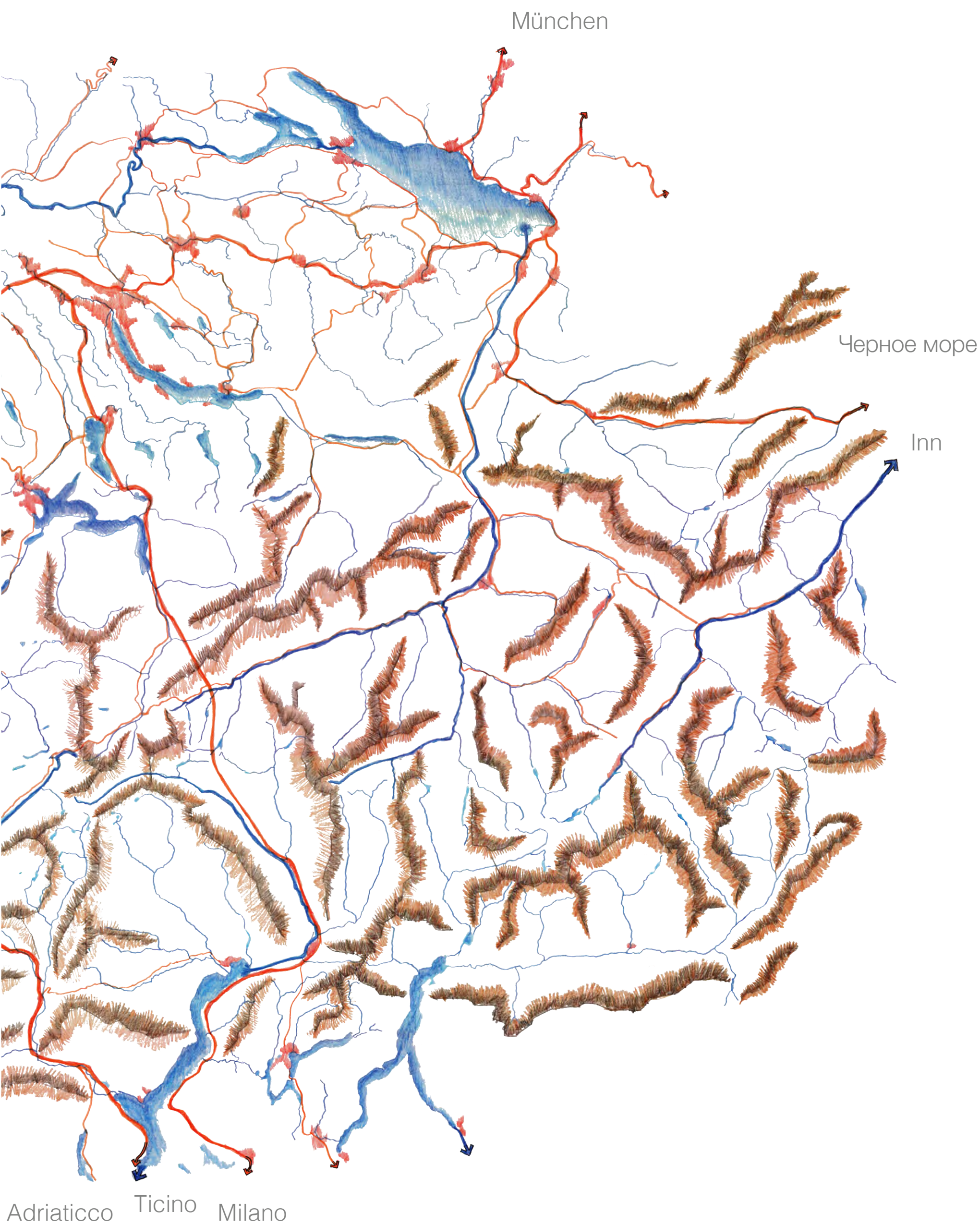
Anniversaire d'un ruisseau oublié	28-29
2%	31
Oui massif aux grises	31

Consommation 33

Toujours plus haut	34
Bernex, les serres s'invitent chez Migros	34
Les celliers communautaires, la révolution continue	35
Création d'un nouveau site web pour le cellier communautaire	35

Démarche 36-37

Swiss TOPIA



Différence

Chère lectrice, cher lecteur,

Ce numéro est particulier : le 15 septembre 2015, le n° 0 de l'hebdomadaire SWISSTOPIA se retrouvait dans les kiosques. Il nous avait fallu un an de travail, de réflexion, d'engagement et d'analyses pour lancer une revue hebdomadaire, dense, de bonne facture, sans publicité, axée sur le futur, traquant les signes et les tendances de la société de demain.

Notre slogan, emprunté à Albert Einstein « *Seul le futur nous intéresse, car c'est l'époque dans laquelle nous avons décidé de passer le restant de nos jours !* » nous porte à penser l'avenir inlassablement. Proposant et construisant d'une façon réfléchie, cohérente et parfois iconoclaste, la Suisse de demain. Paraphrasant la romancière Siri Hustvedt : « *écrire de la fiction, c'est comme se souvenir de ce qui n'a jamais eu lieu* » nous le faisons jour après jour, pour publier semaine après semaine.

Une fois n'est pas coutume, souvenons-nous de ce qui a eu lieu !

En 2015 tous les signaux étaient au rouge ! Du « Peak Oil » au « Peak Everything », les technologies vertes et économes en énergies promues à grand renfort publicitaire conduisaient inmanquablement à un effet rebond. Les experts scientifiques du GIEC se demandaient que faire pour convaincre enfin les politiques, et les Suisses de plus en plus sceptiques envers les solutions technico-économiques proposées à tout va se demandaient sur quoi et comment voter pour qu'un horizon plus serein se dégage.

Une sorte d'alliance entre conservateurs agrariens nostalgiques du passé et l'avant-garde écologique convaincue de la nécessité d'un changement de paradigme faisait progressivement basculer les majorités. Les fondamentaux sur les limites de la croissance développés dans les années 70 revenaient en force.

Différent, autrement !

Les 19 et 20 septembre 2015 Alternatiba Léman réunissait 15'000 personnes à Genève. A l'origine de ce mouvement, un collectif de Bayonne qui en octobre 2013, rassemblait 12'000 personnes pour le premier Alternatiba : un forum, une foire, un festival, une fête pour promouvoir les alternatives aux problèmes environnementaux et sociaux, sous le slogan « Changeons le système, pas le climat ! ». Depuis, en vue de la Conférence Paris-Climat 2015 en décembre (COP21) des dizaines d'Alternatiba (<http://alternatiba.eu/>) avaient

Les Japonais ont un proverbe intéressant : "Si votre seul outil est un marteau, tout ressemble à un clou." Pour les économistes, le seul outil est la croissance, tout ressemble donc à un besoin de croissance.

Denis Meadow (MIT Co-auteur du rapport du Club de Rome « The limit to growth »)

stimulé les collectivités partout en Europe à changer, en tirant profit des multiples alternatives locales et régionales, naissantes ou plus anciennes, orientées vers le « bien vivre ensemble », en harmonie avec la nature et en refusant la marchandisation du monde.

Des alternatives publiques et privées, pleines de bon sens, privilégiant l'économie sociale et solidaire, la coopération et le partage, érigés en principes fondamentaux, désirables et viables. Un refus de plus en plus marqué du principe de compétition, ce sacro-saint « avantage compétitif », qui nous avait été rabâché à l'époque jusqu'à la nausée et qui aujourd'hui nous paraît si vide de sens.

Vous lirez dans les pages qui suivent comment des choix, si évidents et naturels aujourd'hui, se sont progressivement installés, remodelant notre territoire, nos infrastructures et nos modes de vie. Des choix simples et cohérents tant dans la manière de les concevoir que de les mettre en œuvre : « une journée de travail à la maison » ; de nouvelles villes à la montagne, denses et économes en précieux sol agricole ; les PSR (Prestations Sociales Requises) redonnant sens au vivre ensemble, les villes archipels, déconcentrées et irriguées de nature jusqu'en leur cœur ; les potagers et les vergers urbains ; le plaisir d'une mobilité ralentie, raccourcie, redonnant du sens aux vrais besoins et au vrai plaisir de se déplacer, de s'ouvrir à l'ailleurs, mais en harmonie avec celui de bien vivre chez soi et ensemble.

Une Suisse exemplaire, en transition

Des principes qui se sont naturellement imposés pour faire de la Suisse un pays exemplaire, un pays en transition (<http://villesenttransition.net/>). Une Suisse retrouvée et fière.

Même les banques se sont mises à penser leur service avec générosité. D'abord en acceptant l'échange d'information automatique, puis en faisant de la finance éthique leur « business model » captant ainsi les capitaux des fondations et des ONG internationales au service de la coopération.

Vous pourriez rétorquer que la Suisse l'a toujours été, exemplaire ! Dans sa démocratie directe, dans sa capacité d'innovation, dans sa volonté de travailler dur, dans son positionnement parmi les 20 premières économies mondiales, alors que c'est un petit pays enclavé et sans ressources.

La transition a été portée par une autre manière de voir et penser l'économie. La Suisse, château d'eau de l'Europe, aurait pu faire le choix de l'isolement en monnayant chèrement cette ressource vitale dans une logique concurrentielle d'économie de la rareté. Elle a choisi l'ouverture et le principe d'une économie de l'abondance. Les biens comme l'air, l'eau, le sol vivant, la biodiversité sont abondants et essentiels à la vie. Il faut en faire des biens communs pour que tous contribuent volontairement et généreusement à les préserver afin qu'ils servent la collectivité.

Une Suisse généreuse.

Symboliquement, la Suisse au cœur de l'Europe s'est engagée à ce que l'eau de ses torrents, de ses rivières et ses fleuves atteignent ses frontières, aussi pure qu'elle l'était à sa source. Vous lirez dans nos pages comment cette décision a progressivement modifié et restructuré notre paysage. Renaturation des rivières, décanalisation et remise en surface des eaux entubées et enterrées.

Lucas Luisoni

Coordinateurs-trice

Laurent Daune – Architecture du paysage
Vincent Desprez – Architecture du paysage
Benjamin Dupont-Roy – Architecture du paysage
Séraphin Hirtz – Architecture du paysage
Etienne Jacquemet – Génie civil
Romain Legros – Architecture du paysage
Lucas Luisoni – Agronomie
Julien Micheloud – Génie civil
Blanca Vellés – Architecture

Conception graphique

Fanny Briand - Architecture du paysage
Maddy Loubier – Etudiante Architecture
Anna Sarbu – Etudiante Architecture

Relecture

Donatella Luca

Etudiant-e-s Agronomie

Estelle Bapst
Julien Kauer

Etudiant-e-s Architecture

Angélique Belvisi
Remy Brogniart
Vito Caruso
Tania Coutherez
Cindy Dussetier
Gosi Egzon
Isabelle Gerard
Tamara Lobo
Clément Mathey
Mathieu Meyer
Keila Mones Ruiz
Jennifer Rey
Romain Schnyder

Etudiant-e-s Architecture du paysage

Thomas Cattin
Vincent Huron
David Kempf
Céline Marclay

Etudiant Génie civil

Quentin Meylan

Etudiant Gestion de la nature

Laurent Huber

Etudiants Technique des bâtiments

Maël Perret
Joël Querio
Timothé Thiesset

Hes-so hepia

Echange

Une révolution responsable demande des modifications sociales qui touchent à nos relations humaines. Ces changements peuvent modifier profondément la structure territoriale et les modes de déplacements.



La journée à la maison, 10 ans déjà

Diminution du trafic à l'heure de pointe de 37% entre 2015 et 2035, ici le pont du Mont-Blanc à Genève.



2025-2035 : 10 ans de l'initiative sur le travail

C'était il y a 15 ans, le 9 février 2020, le peuple se prononçait en faveur de la nouvelle loi sur le travail. A l'époque, les sceptiques étaient nombreux à y voir une diminution du temps de travail effectif qui allait ruiner l'économie du pays, qui sortait péniblement de la crise de 2018. C'est alors que 50.1% des Suisses avaient soutenu les initiants derrière l'argument du bien-être et du bien vivre ensemble contre celui du rendement économique.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? En 10 ans – fin de la période transitoire de la loi –, la mise en place de cette mesure d'aménagement de la semaine a permis une diminution notable de l'utilisation des transports aux heures de pointe. Les pendulaires trouvent enfin des places assises dans les trains entre Genève et Lausanne, et ceci a été possible sans qu'il ait fallu rallonger les quais et le nombre de rames. Pour Genève, selon les experts, cette mesure couplée à la mise en place du nouveau réseau RER GenèveAgglo a permis un désengorgement du centre-ville : les nuisances sonores et la pollution sont maintenant maintenues bien en-dessous des seuils édictés par la Confédération, chose rare en 2015.

Une nouvelle relation à l'entreprise

Les employés et leurs supérieurs ont retrouvé une relation de confiance qui s'était perdue dans les grandes structures. La semaine à un jour de travail à la maison impose cet état d'esprit mais au final, tout le monde y a gagné : les employés sont responsabilisés et se sentent valorisés dans l'entreprise. Ils travaillent ainsi de manière plus efficace.

Les sociétés ont su tirer profit de cette nouvelle organisation en gérant mieux leurs ressources et leur espace. En organisant un planning des présences des employés, elles ont réussi à gagner des places de travail, ou à libérer de l'espace afin d'avoir un lieu de travail plus aéré. Le seul point négatif, au départ, a été la diminution du contact entre collègues ce qui compliquait le suivi des dossiers. Maintenant, les employés s'organisent pour traiter les questions avec leurs collègues lorsqu'ils sont présents. Si cela est nécessaire, la visioconférence permet des séances de coordination avec ceux restés chez eux. La semaine à un jour de travail à la maison oblige les employés à organiser leur semaine de manière autonome, ce qui valorise le travail accompli. C'est une source importante de motivation individuelle et collective.

Une réorganisation des quartiers

L'économie de temps réalisée sur la journée de travail à la maison permet, en gérant efficacement sa journée, de se rendre disponible pour des causes locales. On observe, depuis la mise en place de cette mesure que les gens se rapprochent de leur quartier. Ceci, était rare à l'époque. En effet, les gens privilégiaient le fait de rentrer chez soi au plus vite pour se retrouver dans le cocon familial. Le développement dans certaines localités de zones de vie commune a favorisé également le comportement de rapprochement au quartier. Les « working-space » étaient destinés, à l'origine, uniquement à la journée de travail à la maison. Aujourd'hui, ils servent également, en dehors des heures de « house-working », d'espaces communs qui permettent des échanges entre les habitants du quartier.

Faciles à mettre en œuvre dans les nouveaux quartiers, certaines communes les ont mis en place pour des quartiers existants avec un succès grandissant. La commune de Meyrin est la première en Suisse à avoir construit au milieu des immeubles ces lieux de travail communs. Ces nouveaux espaces ont été financés grâce aux PSR*.

* Voir l'article en page 10

Meyrin, première commune à installer des «working spaces»

Les chiffres aujourd'hui ...

- 37% des déplacements liés au travail.
- + 1000 places gagnées dans les trains entre Genève et Lausanne, à l'heure de pointe.
- 17'600 voitures à Genève, à l'heure de pointe.



Image ci-dessus :
Pont du Mont-Blanc, Genève.
Source : notrehistoire.ch

Image en bas à droite :
Meyrin, première commune à
adopter les «working spaces» par
Angélique BELVISI

Sources « Les chiffres »
- Office Fédéral de la statistique
- Etat de Genève (DATA)

Participant-e-s :
Angélique BELVISI
Hugo DUGERDIL
Isabelle GERARD
Julien MICHELOUD



La chronique du jour

Me croirez-vous si je vous dis qu'il y a 20 ans, nous étions chaque matin dans les embouteillages. Invraisemblable, non ? Nous nous sommes laissés endoctriner par le mythe de la grande époque où l'on prétendait que la ville devait fonctionner avec la présence de chacun de nous à son lieu de travail, ne laissant pas suffisamment de temps pour les tâches personnelles. Cette immense ruche qui, nous sifflait la raison, bourdonnait autour de sa reine presque étouffée par l'agitation et l'exaspération de toutes ses travailleuses. Ces petites abeilles perdaient un temps considérable à operculer pour le développement de la colonie et venaient à gâcher le temps qui leur était imparti pour polliniser. Incroyable, non ! Une politique avant-gardiste qui faisait peur à tous ceux qui pensent que le contrôle est à la base d'une bonne gestion. L'idée même de donner ou non la responsabilité à chacun d'entre nous d'effectuer un travail à la maison, ne se pose même plus aujourd'hui. Hé oui, nous voilà maintenant au bout de cette précaire allégorie du travail. Fallait-il vraiment passer par là ? Il faut croire que oui !

Le télétravail, une façon d'améliorer son quartier, son travail et sa vie de famille en quelques chiffres

+22 % de gain moyen de productivité grâce à une réduction de l'absentéisme, à une meilleure efficacité et à des gains de temps.

37 min de temps moyen gagné au profit de la vie familiale par jour de télétravail.

45 min de temps moyen de sommeil supplémentaire par jour de télétravail.

96 % de taux de satisfaction liée au télétravail de toutes les parties prenantes : télétravailleurs, managers, et employeurs.

85 % des mises en place du télétravail sont d'abord motivées par l'amélioration de la qualité de vie des salariés.

Image ci-dessus à gauche :
Embouteillage douane de
Bardonnex
Source : hepia

Image ci-dessus à droite :
Télétravail, square New-York
Source : hepia

Les chiffres :
Cindy DUSSETIER
David KEMPF

Participants:
Angélique BELVISI
Hugo DUGERDIL
Isabelle GERARD
Julien MICHELOUD

Témoignages



Denis MIL, 45 ans. Patron d'une entreprise de menuiserie, Genève.

« Patron d'une entreprise dans le secteur secondaire, je n'étais pas vraiment touché par la mise en place de la « journée à la maison ». J'ai personnellement remarqué une diminution du trafic aux heures de pointe. Mes ouvriers mettent aujourd'hui 30 minutes pour aller d'un bout à l'autre de la ville alors qu'ils en mettaient 50 il y a 10 ans. C'est un gain de temps considérable pour le développement de mon entreprise. Je suis très satisfait de ce changement car cela implique une nouvelle manière de travailler. Entre l'augmentation de la productivité et de la bonne santé de mes employés, je constate qu'il y a une diminution nette des abonnés absents. »



Julia NIKEL, 40 ans, employée de commerce. Vit avec le projet « une journée à la maison » depuis 14 ans.

« Dès la mise en place de ce projet au sein de mon entreprise, j'ai tout de suite souhaité y participer. Je fus la première à en bénéficier. Je souhaitais passer plus de temps avec mes enfants pour renforcer le lien familial. Il est vrai que dans mon métier, cette mesure est très facile à mettre en œuvre. Une simple connexion Internet suffit pour pouvoir travailler. A ce jour, mon mari ainsi que moi-même bénéficions de cette mesure et en sommes très satisfaits. L'instauration du projet dans notre famille nous a permis de faire quelques économies; du coup nous nous offrons une fois par mois une sortie cinéma. »



Georges SCHARTZ, 35 ans. Son entreprise lui a imposé le projet « une journée à la maison » il y a 10 ans.

« Quand la DRH de mon entreprise m'a convoqué il y a 10 ans pour m'imposer ce projet de travail à la maison, je lui ai fait part de mon désaccord. Je pensais vraiment que le fait de travailler chez soi était improductif, surtout avec mes enfants. J'ai dû me soumettre à ce système, sous peine de perdre mon emploi. Aujourd'hui, je le pratique depuis 10 ans, et j'en comprends et apprécie les avantages: je redécouvre mes enfants. Je peux travailler chez moi dans mon jardin ou me rendre dans le « working-space » construit dans mon quartier. »



Loris HUET-DARD, 35 ans. Institutrice dans une école primaire du quartier de Chêne-Bourg.

« J'étais une toute jeune institutrice à l'époque, j'ai donc vécu la mise en place de la loi avec mes élèves. Ce qui m'a frappée, c'est que les enfants ayant eu la chance de voir leurs parents au moins une fois dans la semaine à midi et le soir étaient plus épanouis. Ils travaillaient avec une plus grande assiduité. Je pense que l'on devrait appliquer cette mesure à tous les parents. Au niveau de l'école, une réorganisation des horaires et un partage des classes a permis aux enseignants de concentrer sur une journée, toutes sortes de tâches faites à la maison ponctuellement (corrections, administration, préparation de cours, etc.) »



Image ci-dessus :
Nature en ville, site hepia, Genève
Source : hepia

Image ci-dessous :
Frau Gerolds Garten, Zürich
Source : hepia



Succès incroyable des PSR

A l'occasion des 20 ans de l'introduction des PSR en Suisse, près de 200'000 personnes étaient dans les rues à Genève, pour profiter et fêter les activités proposées par les différentes communautés d'habitants. Rétrospective sur l'introduction des PSR.

«On se souvient bien de l'époque où les personnes déclarant souffrir de dépression légère représentaient 22% de la population suisse!» «Les habitants étaient très isolés. Les répercussions sur l'absentéisme et la motivation au travail se chiffraient en 2013 à près de 11 milliards de francs!» Voilà quelques témoignages recueillis en ville de Genève lors des festivités organisées pour célébrer les 20 ans de l'introduction des prestations sociales requises en Suisse, les PSR.

Prévenir au lieu de guérir, tel a été le mot d'ordre de la politique mise en place en 2015 par la Confédération, qui prédisait une diminution considérable des coûts de la santé, une baisse de la criminalité ainsi que des progrès significatifs dans le domaine de la réinsertion et de l'intégration de migrants.

Pensées à partir de 2014, des mesures ont été mises en place pour favoriser la création d'associations d'habitants à l'intérieur des immeubles. Une surface à l'intérieur

de leur immeuble était mise à disposition des habitants qui en faisaient la demande, avec pour seule condition la création d'une association. Les zones enherbées étaient remplacées par un jardin à la charge des membres de l'association, qui servait de lieu de rencontre et de sensibilisation. Dès lors, le Canton s'engageait à financer l'association, qui pouvait embaucher un animateur socio-culturel à 100% avec un cahier des charges bien défini avec pour but celui d'inviter les habitants à vivre ensemble!

Les différentes communautés d'immeubles assumaient aussi des mandats à l'échelle cantonale: prise en charge d'un ou de plusieurs migrants, de personnes en réinsertion sociale, chômeurs, civilistes. La liste est longue. En effet, la compétence des communautés n'a cessé de croître depuis la mise en place des PSR. Les communautés deviennent des partenaires sociaux qui déchargent progressivement les institutions, qui peuvent ainsi se concentrer sur les cas les plus graves.

Le site d'hepia à Genève s'engage pour le bien-être de ses étudiants.

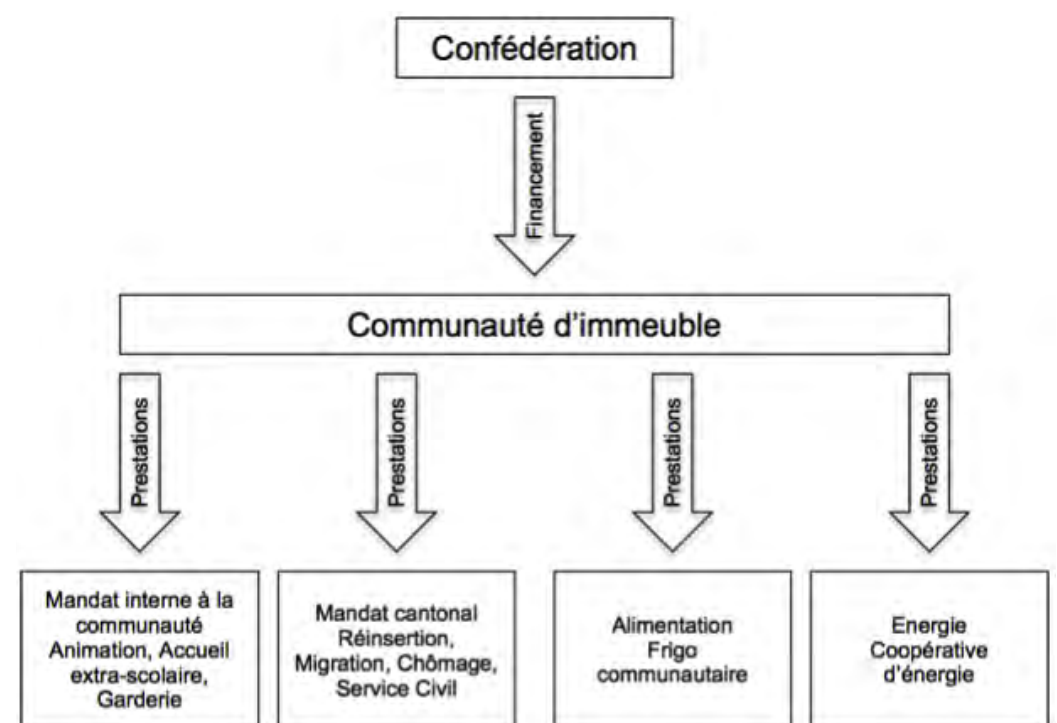
La parcelle Sud-Est qu'elle destinait au délassement de ses étudiants pendant les pauses cohabitera désormais avec un potager urbain, géré par une communauté d'immeubles alentour, dans le cadre des prestations sociales requises, les PSR. Cette surface, dallée jusqu'alors, a été végétalisée sur près de 1000 m² et agrémentée des bancs et tables nécessaires aux pauses des étudiants. « C'est super d'avoir un espace aussi bien entretenu et plein de verdure ! L'école ne pouvait pas entreprendre un tel projet, à cause des coûts de main-d'œuvre liés à l'entretien, qui est maintenant pris en charge par une communauté d'immeuble voisine », nous dit Emilie Chardoix, Directrice d'hepia.

La gestion du jardin aussi sera une collaboration entre l'école et ses voisins : la filière Architecture du paysage a participé à l'aménagement du jardin, tandis que les membres de la communauté qui s'occupent du jardin sont contents de bénéficier des conseils des étudiants de la filière Agronomie. Ce projet a changé la donne. D'une place, grillagée pour interdire son accès le soir (à cause d'une scène de trafic et consommation de drogue qui se trouvait à proximité dans les années 2010) ce lieu est devenu une place publique animée et appréciée des habitants du quartier.

Le développement de la vie communautaire fait apparaître des innovations très prometteuses dans les quartiers.

Les immeubles se dotent de frigos géants pour conserver les produits qu'ils achètent directement aux producteurs locaux, alors que des communautés se regroupent pour créer des coopératives d'énergie.

La gestion communautaire d'une chambre froide par une ou plusieurs communautés d'immeuble a deux vocations : alléger les coûts pour les agriculteurs, et diminuer le circuit que parcourent les aliments pour arriver au consommateur. La production d'énergie par les coopératives d'énergie quant à elle, a permis de faire augmenter la part de production d'énergie renouvelable à 40% en Suisse, se calquant sur le modèle allemand des années 2010. Faisant appel à d'ingénieux systèmes (biomasse, photovoltaïque), cette production d'énergie décentralisée raccourcit les circuits et a contribué à une prise de conscience chez les membres des coopératives : comme déjà constaté en Allemagne, l'économie d'énergie a augmenté de 50% dans les ménages qui achètent leur énergie localement, car ils prennent conscience des enjeux de sa production.



La communauté réalise quatre types de prestations: interne, cantonale, alimentaire et énergétique. Les deux premières sont financées entièrement par la Confédération, et les deux dernières partiellement subventionnées.

«L'isolement des habitants était un des plus forts d'Europe, et les répercussions sur les coûts de la santé et la motivation au travail étaient énormes ! »

La diversité rend complémentaires.

Grâce à la collaboration entre les services des Cantons et les communautés d'habitants, on constate une grande diversité dans les activités proposées. Alors qu'auparavant une mère de famille devait payer pour se rendre dans un fitness où elle ne connaissait personne, elle peut aujourd'hui se rendre dans l'immeuble d'en face pour participer à des programmes de danse organisés par ses voisins, ou se rendre au travail en déposant ses enfants près de chez elle. «Il est devenu plus simple de travailler: des accueils extra-scolaires sont pris en charge par certaines communautés, alors que les crèches sont de plus en plus répandues dans les quartiers.» On constate d'ailleurs un essor important de nouveaux brevets là où les communautés sont les plus actives!

POLITIQUE

13 décembre 2015 acceptation par le peuple de l'initiative de Bien Suisse pour l'introduction d'un revenu de base universel et inconditionnel. Celui-ci sera introduit dès 2017 avec une proportion importante de ce revenu octroyé en prestations (assurance santé de base, part individuelle minimum des cotisations sociales, gratuité des transports en commun, etc.) Le revenu de base a été un des choix politiques fondamentaux ayant permis à cette dynamique du mieux vivre ensemble de se diffuser rapidement au sein des communautés et collectivités.

Schéma :
Prestations de la communauté, par
Romain SCHNYDER

Participants :
Julien KAWER
Romain SCHNYDER



Image ci-contre :
Dans la zone villas du Morands,
entre le ruisseau du Morands et la
route de l'Eglise, le temps est à la
fête. Le Pâquier, Fribourg, 2035,
par Tania COUTHEREZ

Le retour vers une vie villageoise

Ces deux dernières décennies, de plus en plus d'urbains décident de vivre à la campagne, à la recherche d'une vie plus calme et écologique. Retour en arrière ou un nouveau mode vie? L'exode urbain est en marche.

Le village de Pulin est un des premiers villages en Suisse romande à avoir mis en place une vraie politique qui va plus loin qu'une simple planification urbaine. «Nous voulions à tout prix éviter de tomber dans le modèle de village dortoir que nous pouvions voir dans certaines régions depuis les années 70» nous dit M. Geissbuhler, initiateur de cette planification.

Le village a su mettre en place une politique urbaine et sociale favorisant la coopération entre les habitants : «Nous voulions faire participer l'ensemble de la population aux récoltes avoisinantes, ces journées sont devenues de vrais fêtes populaires ici». Grâce à un emploi du temps aménagé (journée de travail à la maison, revenu de base, PSR), la plupart des villageois bénéficient de temps pour participer à la vie communautaire du village, une manière de retisser des liens intergénérationnels et réduire les déplacements vers la ville.

On est bien loin des statistiques projetées il y a 20 ans qui prévoyaient que 80% de la

population suisse vivrait en ville. En deux décennies, la population pulinienne a quasiment triplé, notamment dû au plan «Périphérie 2030» et à un engouement des jeunes Suisses pour un retour à la terre.

«Nous avons remarqué que le paysage agricole s'était fortement dégradé à cause des nouvelles constructions faites par des promoteurs». Par différents décrets, le village a réussi à imposer un cahier des charges strict, favorisant la construction le long des rues et une architecture semblable à celle de corps de ferme et de maisons et petits immeubles villageois : «Nous voulions conserver le patrimoine agricole qui fait le caractère de notre commune».

Habitations collectives dans d'anciennes granges à foin, nouvelles constructions

écologiques en bois et en pierre... De nouvelles technologies en matières d'architectures et d'énergies contribuent à l'autonomie du village. Une centrale à compost, une des premières en Suisse permet de chauffer plusieurs maisons grâce à la chaleur dégagée par la fermentation. Les gaz émis par la dégradation de la matière organique sont récupérés pour alimenter des bus et véhicules mutualisés par le village pour les habitants. «Depuis la sortie de la Suisse du nucléaire et la réduction des énergies fossiles, ce genre d'installations locales nous permettent d'être autonome en énergie [...] le comportement énergétique des habitants a beaucoup changé depuis ces vingt dernières années»

Participant:
Thomas CATTIN

Le but urbanistique de «Périphérie 2030», initiée à Genève, est la reconversion de la zone villas en zone plus dense. Le canton propose aux propriétaires un «échange de valeurs»: leur terrain contre une habitation écologique dans les villages alentours ou un appartement dans le futur immeuble. Ces terrains sont ensuite reconvertis en habitations collectives.

La fin du bocage pavillonnaire du quartier du Morands

Pour la première fois, les habitants de l'éco-quartier du Morands sont en paix avec les habitants de la zone villas du Morands. A présent, les derniers propriétaires de l'ancienne zone villas ont retiré leur haie, permettant d'unifier les espaces verts autrefois privés.

Enfin ! Se disent certains. En effet, cela faisait 10 ans que les disputes entre propriétaires de l'ancienne et la nouvelle zone villas noircissaient quelque peu la vie des habitants. Aujourd'hui, ils se sont mis d'accord de partager leurs espaces verts. Interview du médiateur qui a conduit à cette réussite.

Alors Xavier, qu'est-ce que cela apporte d'avoir mis en commun tous les espaces verts et d'avoir enlevé les haies ?

En plus d'être un gain de place, nous pouvons mieux intégrer dans cet éco-quartier les personnes de l'ancien quartier de zone villas, puisqu'à présent, tous les espaces sont semi-privés. Aujourd'hui nous fêtons la paix entre les habitants. Certains récalcitrants avaient de la peine à comprendre

les avantages de « donner » un bout de parcelle à des « étrangers ». Après de multiples entretiens, puis un contrat signé, on a réussi à mettre d'accord tout le monde.

En quoi consiste exactement ce contrat ?

Le but étant de mettre d'accord les deux parties, nous avons décidé d'enlever les haies de tous les propriétaires de l'ancienne zone villas, dans l'optique de construire un potager communautaire suffisamment grand pour que chacun puisse cultiver ce qu'il souhaite. Les bords des villas sont toujours privés, ainsi les foyers gardent un espace d'intimité indispensable au bon fonctionnement de ce projet. Le gain de place a permis de construire une piscine commune. C'était le souhait de beaucoup, nous avons pu également

construire une seconde place de jeux plus grande et mieux équipée qui fait le bonheur de nos enfants.

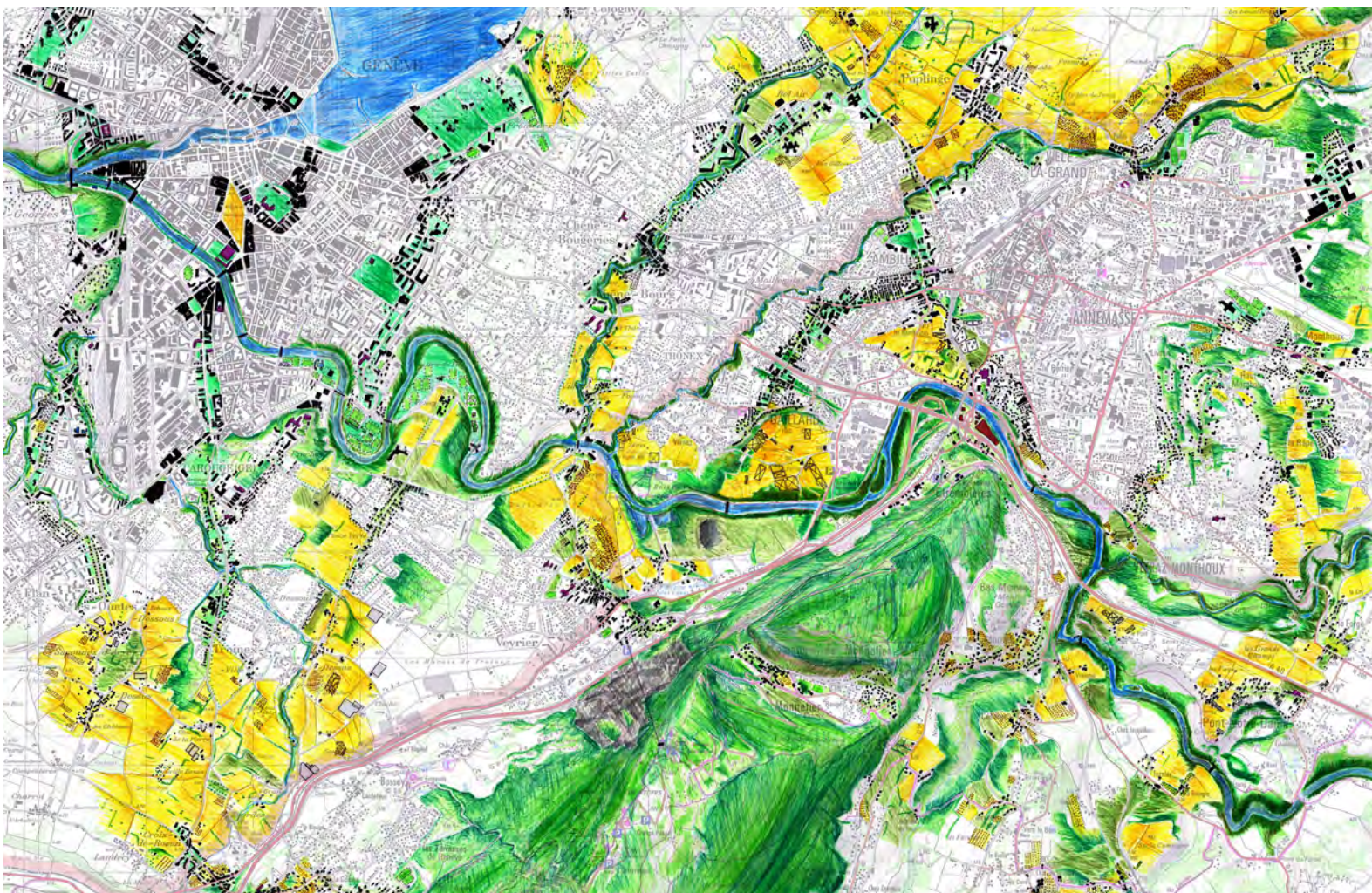
Qu'est-ce que ce changement amènera à l'avenir ?

Nous avons encore quelques projets à mettre en œuvre, comme la réalisation d'un biotope pour augmenter la biodiversité, et des activités spéciales pour les personnes plus âgées. La zone villas éco-quartier et l'ancienne regroupées sont vues d'une nouvelle manière. C'est une nouvelle façon de se loger: plus économe, plus verte, plus sociale et durable. Maintenant, les gens se rencontrent plus naturellement pour partager des moments autour d'activités variées.

Participant-e-s:
Estelle BAPST
Tania COUTHEREZ

Territoire

Afin de lutter contre la discrimination territoriale, l'équilibre entre toutes les composantes de notre cadre de vie a abouti à un projet à l'échelle du pays. Toutes les régions sont concernées, y compris la montagne, dans un respect de la biodiversité et des grands équilibres naturels.



Rappelez-vous

Aujourd'hui tout semble fonctionner, la vie en ville est agréable, le ciel est bleu, les oiseaux chantent... Mais rappelez-vous vingt ans auparavant, il n'en a pas toujours été ainsi !



2015, portrait d'une ville saturée

Pour circuler en ville en 2015, il fallait prendre son mal en patience: encombrements, pollution et perte de temps. Environ trois-quarts de la population utilisaient un moyen de transport individuel. Pour aller au travail, les statistiques parlaient d'une seule personne par voiture ! Ce n'était pas du tout rationnel ! Cette situation venait d'une concurrence mal gérée entre transports publics et transports individuels. La voiture restait un moyen d'identification mais aussi un symbole de liberté pour chacun, alors qu'elle devenait de plus en plus une contrainte (coût, temps perdu dans les embouteillages, manque de parkings).

En parallèle, les transports publics étaient peu attrayants avec un réseau insuffisamment développé. De plus, les infrastructures étaient mal adaptées à la croissance

la vie politique et ont pu insuffler un vent nouveau. Grâce à ces quelques audacieux, la loi « centre-ville vert » a pu voir le jour. Elle visait à réduire petit à petit la voiture en centre ville.

L'eau a donc bien eu le temps de couler sous les ponts en vingt ans ! Nous retrouvons aujourd'hui un centre-ville libéré des voitures et où les transports publics et la mobilité douce sont rois. La solution est venue de la création de centres de mobilité (parking de car-sharing, vélo, tram, bus) au départ accueillis d'un mauvais œil par les incondionnels de la voiture, ils sont devenus indispensables aux yeux de tous. Désormais on rejoint le cœur de la ville grâce à des voies principales où cohabitent les différents moyens de transport. Pour rayonner ensuite dans les quartiers, du centre où ne subsistent que

« Tous les matins j'enfourche mon vélo pour aller m'occuper de mon potager, j'y passe au moins trois bonnes heures, cela me fait du bien et ça me permet de discuter avec les gens du quartier. De toute la journée je n'ai pas croisé une seule voiture!» nous explique Jean-Marc, septuagénaire épanoui.

En un mot, en vingt-et-un ans, les habitants ont pris possession de la ville.

« Tous les matins j'enfourche mon vélo pour aller m'occuper de mon potager, j'y passe au moins trois bonnes heures, cela me fait du bien et ça me permet de discuter avec les gens du quartier. De toute la journée je n'ai pas croisé une voiture! »

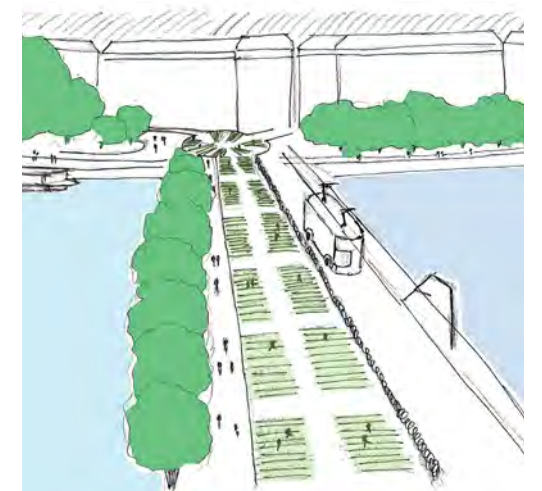


Image ci-dessus à gauche :
Photo pont du Mont Blanc,
Genève en 2014, par Vincent
HURON

Image ci-dessus à droite :
Photo pont du Mont Blanc,
Genève en 2035, par Vincent
HURON

Croquis à droite :
Pont du Mont-Blanc et rive
gauche, en 2035, par Vincent
HURON

Participant :
Vincent HURON

du trafic ; les transports individuels avaient augmenté de 100 % en 30 ans, alors que la voirie n'avait augmenté que de 7%. Une situation qui devenait insoutenable pour tout le monde.

2035, portrait d'une ville aérée

Une prise de conscience citoyenne a permis le changement. Ne pouvant plus supporter ces conditions de vie, des associations, toujours plus présentes dans la vie citadine, se sont créées. Au départ fragiles, elles se sont vite imposées dans

le vélo et les déplacements à pied. Des accès facilités sont créés pour les personnes à mobilité réduite. Les rues deviennent des espaces publics, elles inaugurent de nouvelles manières de les occuper. Jardins partagés, zones de rencontres ou encore marchés ont été réalisés et sont actuellement gérés par des associations de quartier. Cela permet notamment d'atteindre les 30% d'autosuffisance en alimentation de la ville.

Périphérie, là où il fait bon vivre

«Périphérie 2030» est une stratégie urbanistique. Les cantons proposent aux propriétaires de villas un «échange de valeurs» de leur terrain contre une habitation écologique moderne dans les villages alentours ou un appartement dans les futurs éco-quartiers.

Les nouveaux besoins tant au niveau du logement qu'au niveau des échanges socioculturels ont incité la Confédération à faire voter de nouvelles lois d'urbanisme en périphérie des villes. Notamment «périphérie 2030» qui vise la reconversion des zones villas et péri-urbaines ne répondant plus aux besoins d'aujourd'hui, en pôles mixtes et compacts, réduisant les besoins en déplacements et créant de nouveaux quartiers animés et durables. Ces décisions qui ont fait grand bruit, font leurs preuves depuis quelques années.

Cette dynamisation passait forcément par la culture. Pour cela, des «friches architecturales» ont été mises à disposition pour des projets «alternatifs» en les soulageant des normes de zones imposées auparavant. Cela a permis aux architectes et aux

artistes de laisser place à leur créativité et leur désir d'innovation.

De nouvelles universités et écoles ont été construites afin de laisser place neuve aux bâtiments occupés autrefois en plein centre ville par celles-ci. Ils ont pu être réaffectés en logements ou centres culturels divers.

Ces pôles ont favorisés également la construction d'éco-quartiers avec des espaces de production agricole qui deviennent de plus en plus autosuffisants et encouragent la consommation de proximité.

A l'heure du bilan

Ces pôles ont créé de nouvelles dynamiques socio-économiques et culturelles, et redonné de l'attrait aux périphéries. Le premier constat fait par les autorités est le désengorgement des centres-villes.

Grâce à ces friches de nombreux architectes suisses mis en avant sur la scène internationale ont pu exporter leurs idées et réflexions.

Concernant les éco-quartiers, les habitants participent activement à la vie de leur quartier, ce qui a permis d'augmenter considérablement la qualité de la vie. «Nous avons aujourd'hui plaisir à passer du temps dans notre quartier. Tout le monde se connaît et s'entraide, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années», nous dit une habitante.



Image ci-dessous :
Eco-quartier Vauban-Fribourg-en-
Brigau
Source : hepia

Participant:
Rémy BROGNIART

Et une de plus...

C'est à Echandens que vient d'être inaugurée ce weekend une nouvelle ville satellite de l'agglomération vaudoise.

« Il faut construire les villes à la campagne, l'air y est plus pur ! »

Alphonse Allais



L'objectif a été de désengorger les villes en décentralisant toute une série de services dans le but d'attirer la population vers la périphérie.

Il faut savoir qu'en 2015, un travailleur dépendait plus de 53h de son temps annuel dans les embouteillages. Le but était alors de réussir à organiser une vie tout aussi agréable et facile pour la population vivant dans la périphérie que pour ceux du centre afin qu'ils n'aient pas inlassablement besoin de s'y rendre. Pour pouvoir profiter de toutes les commodités qu'offre la ville, il a fallu réorganiser la périphérie avec des logements adaptés et imaginer un scénario proposant divers commerces et services indispensables. De plus, en attirant les gens vers l'extérieur, nous répondions en même temps au problème du manque de logements dans le centre. En 2015, on comptait seulement 0.4% de logements vacants dans les hyper centres suisses pour 2,4% dans les périphéries. Dès lors, l'enjeu de la problématique devenait encore plus intéressant.

Le modèle choisi par les urbanistes a été axé sur une vie en interaction entre le quartier et ses habitants. La mixité des formes de logements permet d'attirer des personnes venant de divers horizons et cela évite la mise en place de communautarisme. Le modèle s'adapte ainsi aux différents modes de vie.

Dans les zones résidentielles, le déplacement doux est favorisé par la limitation de la circulation automobile. Il permet aussi de diminuer les nuisances sonores et les émissions de CO² mais également de stimuler la santé publique. Tous les chemins ne peuvent pas être empruntés par les voitures. Des rues sont choisies méthodiquement afin que les personnes à mobilité réduite ou les livraisons minutes puissent entrer dans la zone et stationner sans gêner les autres usagers. Les voitures sont entreposées dans des parkings souterrains ou sur des parkings à l'extérieur du quartier. Les points car-sharing ont également contribué de manière impressionnante au désengorgement grâce à la diminution de l'utilisation des voitures

Une pierre de plus vient d'être posée à la longue politique de décentralisation menée par l'Etat depuis 20 ans et qui visait à désengorger les centres-villes helvétiques jusqu'ici prépondérants.

Le clivage entre urbains et ruraux appartient désormais au passé. Les fortes divisions qui marquaient autrefois les villes et les campagnes de notre pays s'estompent au fil du temps. Rappelons-nous, pour ceux qui étaient déjà nés, de la votation du 9 février 2014 qui a provoqué un véritable tollé dans la Confédération. La fracture idéologique qui existait entre citadins et habitants de la périphérie n'avait jamais été aussi visible.

Les politiques successives visant à densifier et à revaloriser les périphéries portent peu à peu leurs fruits. Aujourd'hui, les différences sont peu perceptibles entre les

différentes zones. Cette politique n'aurait jamais pu être appliquée sans les atouts énergétiques et écologiques qu'elle allait engendrer. Les centres villes s'aèrent davantage chaque jour ce qui améliore la qualité de vie de chacun. D'ailleurs, les prémices de ce nouveau développement s'étaient déjà faits ressentir de 1990 à 2000, avec une dynamique démographique plus soutenue en dehors des agglomérations urbaines de 9.5% contre 5.3% pour le centre.

Il y a quelques dizaines d'années, l'aménagement de la périphérie de la ville demeurerait un projet utopiste et sans solution concrète. La volonté d'en faire autre chose que des cités dortoirs a constitué un véritable défi que les urbanistes ont su relever. En effet, différents problèmes devaient être pris en compte pour que l'ensemble puisse fonctionner.

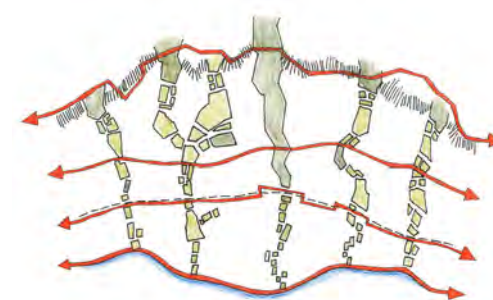
Image d'illustration tirée du projet Commune-Borgeaud dans le canton de Vaud.

privées. La sécurité pour les enfants qui jouent ou pour les personnes âgées qui se promènent est donc renforcée. Les cheminements sont apaisants et très végétalisés. La transition entre les espaces privés, semi-privés et publics se fait de manière progressive avec des murets, de la végétation et des éléments architecturaux transparents. C'est un moyen d'inviter les habitants à se côtoyer et à créer des liens.

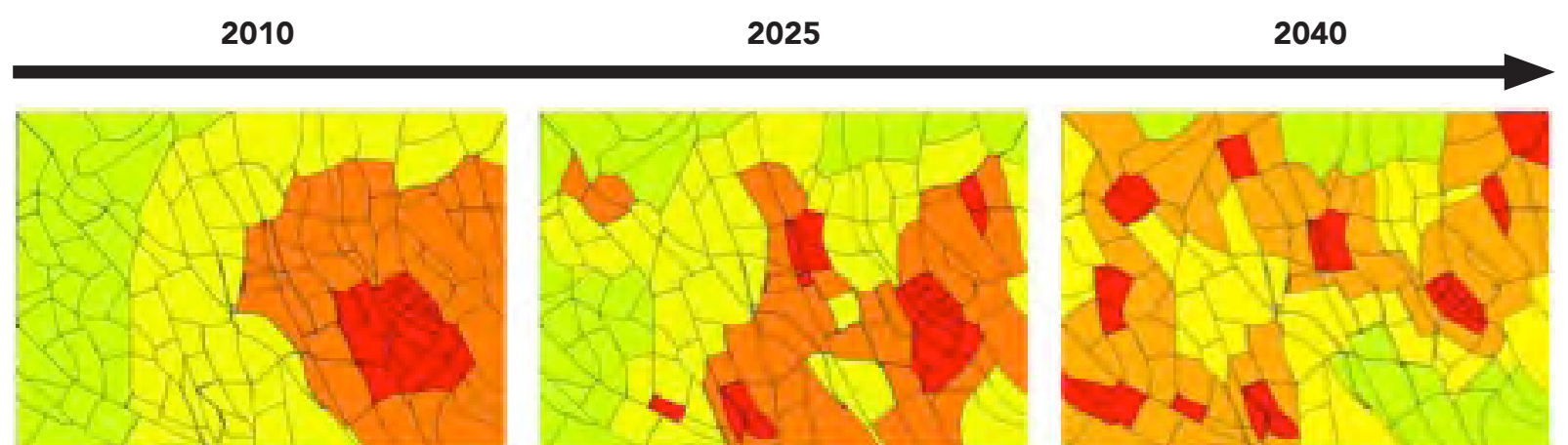
La cohésion au sein du quartier est accentuée par la présence de places de rencontre entre les bâtiments qui proposent des terrasses, des coins de pique-nique, des tables de ping pong, des jeux pour enfants, etc. Des équipements sportifs comme des terrains de foot ou des street-parks sont construits puis l'entretien est laissé au soin des habitants. Les jardins semi-privés sont transformés en potagers familiaux dont doivent aussi s'occuper les habitants. Les échanges de bons procédés selon les goûts et la disponibilité de chacun sont mis en avant.

L'autre particularité de ces quartiers est la présence de commerces, de services

et de salles associatives au rez-de-chaussée des bâtiments. L'accès à ces derniers permet de répondre aux besoins de base des habitants sans qu'ils aient besoin de se déplacer en ville. Ils disposent de commerces alimentaires et de petites épiceries, de prestations telles qu'un coiffeur, une crèche, un cabinet médical, etc. La majorité des employés de ces commerces vivent dorénavant au sein même du quartier ou à proximité.



Lieux d'interaction et de rencontre des habitants dans des espaces de différentes tailles. Croquis des étudiants de l'hepia.



Emploi et transport

Les liaisons entre la périphérie et le centre sont facilitées par un réseau de transports publics très dense et organisé de façon à répondre au mieux aux pics d'utilisation auxquels il faut faire face dans la journée. Le quartier pousse également les gens à plus de solidarité et cela augmente la pratique du covoiturage. En parallèle, les entreprises sont encouragées par l'Etat à s'installer dans ces zones afin de les dynamiser et de créer des emplois. Ceci offre la possibilité de travailler près de son lieu d'habitation et donc de ne pas avoir besoin de se déplacer jusqu'en ville. D'un autre côté, les entreprises sont aussi gagnantes car elles ont plus de place pour s'installer et elles disposent également d'aides et de loyers plus intéressants qu'au centre. Une autre alternative s'est aussi développée avec le travail à domicile et les workspaces qui engendrent une interaction entre les travailleurs de divers horizons. Selon les secteurs, la nécessité de se rendre quotidiennement sur son lieu de travail n'est plus obligatoire.

Point clé

Il y a 20 ans, un actif suisse parcourait en moyenne 252 km par semaine contre 140 aujourd'hui ce qui libère environ 1h30 par jour. Autant plus de temps gagné grâce au télétravail et aux services de proximité que l'on peut mettre au profit de son entourage.

Histoire, leçon du passé

Alison et Peter Smithson, deux architectes anglais de la deuxième moitié XX^{ème} siècle, ont été les précurseurs de la ville archipel. Ils ont créé un ensemble de logements appelé Robin Hood Garden à l'Est de Londres en 1972 dans le but de changer la vision des logements sociaux de l'époque. Les piétons et les véhicules ne partageaient pas les mêmes chemins et un grand jardin séparait les deux barres de 7 et 10 étages regroupant 213 appartements. Ils ont favorisé les espaces communs extérieurs et intérieurs afin que les habitants se mélangent. Des «rues» présentes tous les trois étages regroupaient des toilettes, des boutiques et des équipements collectifs afin d'améliorer leur qualité de vie. Cependant, ces grands blocs de béton de style brutaliste ont mal vieilli et des problèmes tels que la mauvaise qualité des finitions et le fort taux de criminalité qui s'y développait ont coulé ce projet tant novateur.

Bilan touristique

En cette clôture de la saison estivale, les premiers chiffres arrivent pour la Confédération: la Suisse sur la bonne voie

Bien que la France soit toujours en pole position en matière de nombre de touristes étrangers foulant son territoire, la Suisse est en bonne voie pour devancer son voisin d'ici 2040. En effet, depuis les températures excessives que subit l'Europe depuis 2000, notre pays, préservé en partie par sa géographie, a su tirer profit de la situation climatique en doublant son nombre de vacanciers. Les lacs et montagnes sont désormais les cibles privilégiés du tourisme international avec pour la Suisse un nombre avoisinant les 80 millions. La grande diversité du paysage suisse, sa culture, ses investissements économiques stratégiques, font honneur à la longue tradition touristique qui nous caractérise depuis le XVIII^e. Ironie du sort, le réchauffement climatique n'a pas que des inconvénients du moins dans notre pays.

Témoignage

«J'ai enfin pu modifier mes journées d'entreprise avec mon employeur. En plus du vendredi, je peux désormais travailler à la maison le mercredi, ce qui me permet de profiter davantage de la vie du quartier, du potager et d'échanger plus avec mes voisins. J'en profite également pour aller chercher mon fils à l'école. Quand je pense à mon père qui, il y a quelques années perdait une bonne partie de son temps dans les transports et que je n'arrivais même pas à voir avant de me coucher, ça me rend dingue...» Jean, 42 ans.

«295 000 Romands sont aujourd'hui concernés par le télétravail contre seulement 37 000 il y a 20 ans.»

Image ci-dessus :
Evolution type de la
décentralisation des services, des
ensembles de logements et des
entreprises, par Cindy DUSSETIER
et David KEMPF

Participant-e-s :
Cindy DUSSETIER
David KEMPF

Sachons prendre de la hauteur

De la ville à la campagne, de la plaine à la montagne.

La démesure de certaines villes du monde a conduit à des pénuries jamais égalées. La Suisse fait partie des pays pionniers et son aménagement du territoire sert de modèle à travers le monde. Elle a réussi à répondre intelligemment à une croissance démographique importante en conservant des villes de taille raisonnable et en valorisant les infrastructures existantes.

Les villes du plateau étaient confrontées à diverses problématiques, telles que: la croissance démographique, le manque de logement, une diminution des surfaces agricoles, une augmentation des transports publics et de marchandises, une forte demande alimentaire, la production d'énergie et l'approvisionnement en eau, etc.

Après la loi Weber votée et acceptée en mars 2012, les résidences secondaires furent moins nombreuses et depuis remplacées par des résidences principales. Ce fut le début de la densification des villages en montagne.



«La montagne nous offre le décor. A nous d'inventer l'histoire qui va avec.» *Nicolas Helmbacher*

La Suisse est vue telle une plaque tournante du commerce au niveau européen, que tous les cantons proposent comme une possibilité d'échange importante et diversifiée. Le canton du Valais est aussi au carrefour d'axes importants. Le canton a su profiter de cette situation pour se développer rapidement.

Pourtant il était vu comme un milieu naturel extrême, qui ne pouvait pas être modifié. Les villes avoisinantes le comparaient à une réserve d'indiens inaccessible. Toutefois on y trouvait déjà des infrastructures de haute qualité. Son aéroport situé à Sion, desservant régulièrement plusieurs destinations et capable d'accueillir divers types d'appareils pour des vols charter ou privés, était sous-exploité. Le Valais pouvait se connecter aux deux axes majeurs nord-sud et est-ouest de la Suisse. La ligne ferroviaire nord-sud permettait le transport de marchandises nationales et internationales, en transitant par le tunnel de

base du Lotschberg. Cette ligne reliait les pays de l'Europe du Nord aux pays méditerranéens. Enfin le second axe est-ouest reliait Paris, Genève, Milan et Venise par la vallée du Rhône et servait surtout au trafic de voyageurs et au transit des marchandises nationales. Des téléphériques, télésièges, et des bus étaient des moyens de se mouvoir localement sans difficulté.

Le Valais était encore principalement densifié en plaine et très peu, voir pas du tout, en montagne. Il produisait 30% de l'énergie hydroélectrique suisse (contre 50% actuellement) et offrait un fort potentiel dans le secteur des énergies renouvelables. Par exemple, l'utilisation des barrages nous offre aujourd'hui une énergie électrique écologique à proximité et des systèmes plus petits, tels que des eaux usées utilisées pour produire de l'électricité.

Les nouvelles constructions sont durables, respectueuses de l'environnement et autosuffisantes en énergie. Les axes de transport sont utilisés que ce soit pour des transports de marchandises, ou de déplacement de manière modérée.

La pression foncière sur le plateau dans les années 2010 a provoqué un exode massif de la population du plateau vers les montagnes. Les citoyens, excédés par

le prix des loyers dans les grandes métropoles suisses, se sont installés dans les vallées oubliées, en densifiant des villages existants et en occupant les lits froids (résidences secondaires), autrefois tant décriés. Les universités et les entreprises ont suivi cet exode en s'installant dans les hautes vallées valaisannes, au plus près de la main d'œuvre disponible. Des entrepreneurs qui se plaignaient autrefois d'avoir des employés fatigués par les déplacements pendulaires sur le plateau, sont aujourd'hui satisfaits par un personnel en pleine forme proche de leur lieu de travail.

Aujourd'hui, la montagne n'est plus perçue comme un sanctuaire par les citoyens, mais plutôt comme une région pourvue d'un réel potentiel de développement.

Les agriculteurs du plateau sont eux aussi contents, la pression foncière s'est estompée et les terres arables de bonne qualité sont préservées. Pour rappel en 2013, l'OFS (Office fédérale de la statistique) relevait entre 1985 – 2009 une perte des terres agricoles de l'ordre de 588'500'000 m² au profit des surfaces d'habitat et d'infrastructure. Une situation similaire produirait aujourd'hui une démission du Conseil fédéral en place pour mauvaise gestion des ressources naturelles.

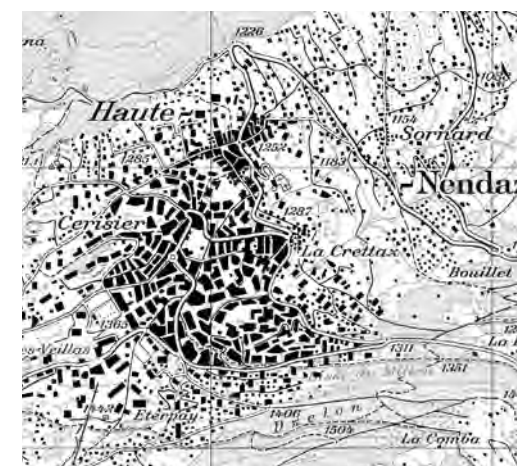
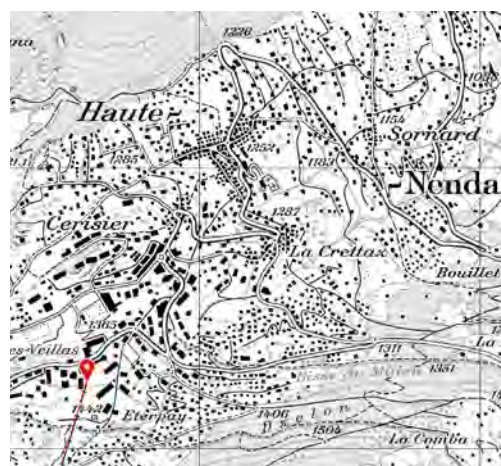


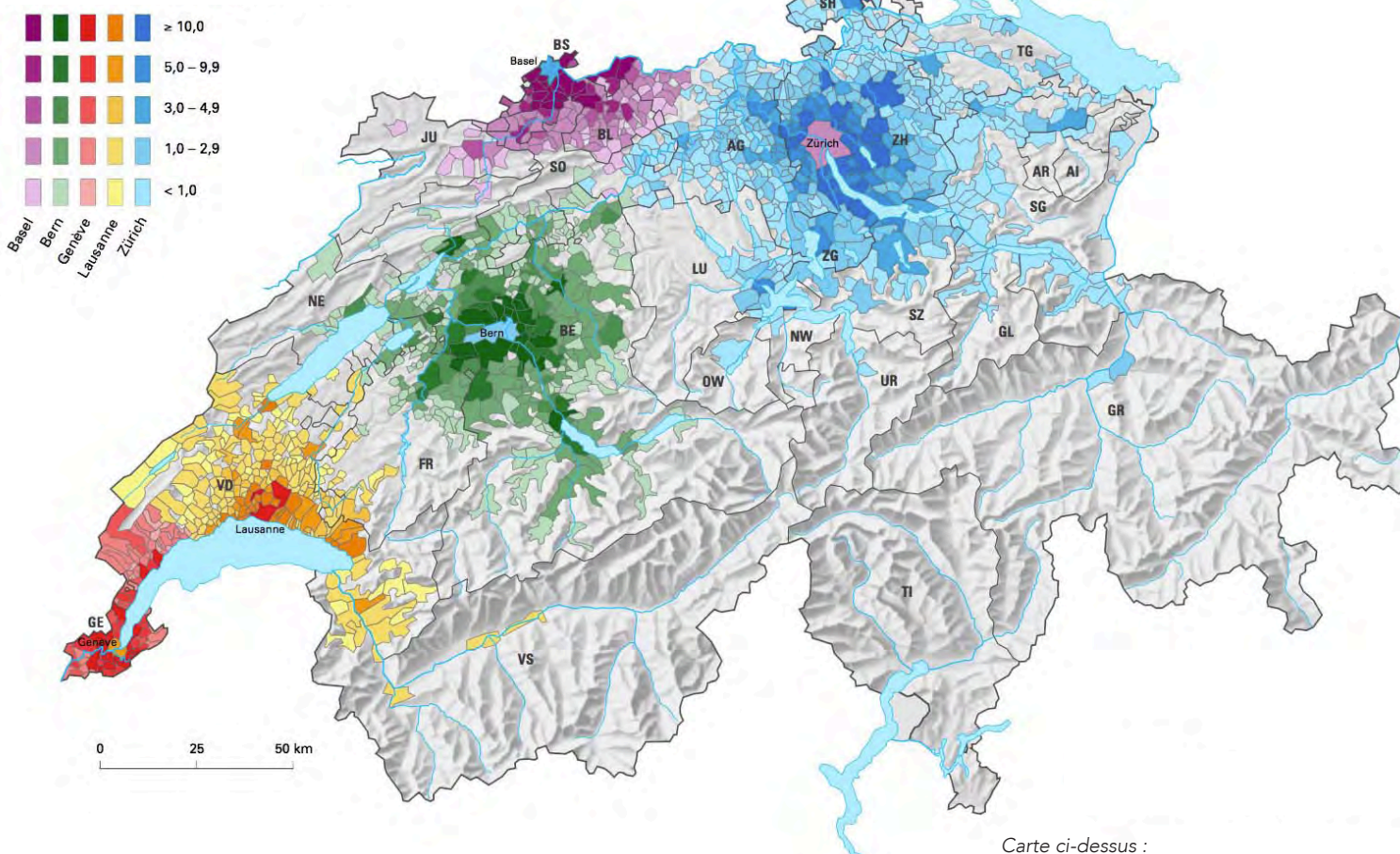
Image ci-dessus :
Illustration, Le hobbit, film de Peter JACKSON

Cartes ci-contre :
Evolution démographique du village Haute-Nendaz par Egzon GOSI et Tamara LOBO

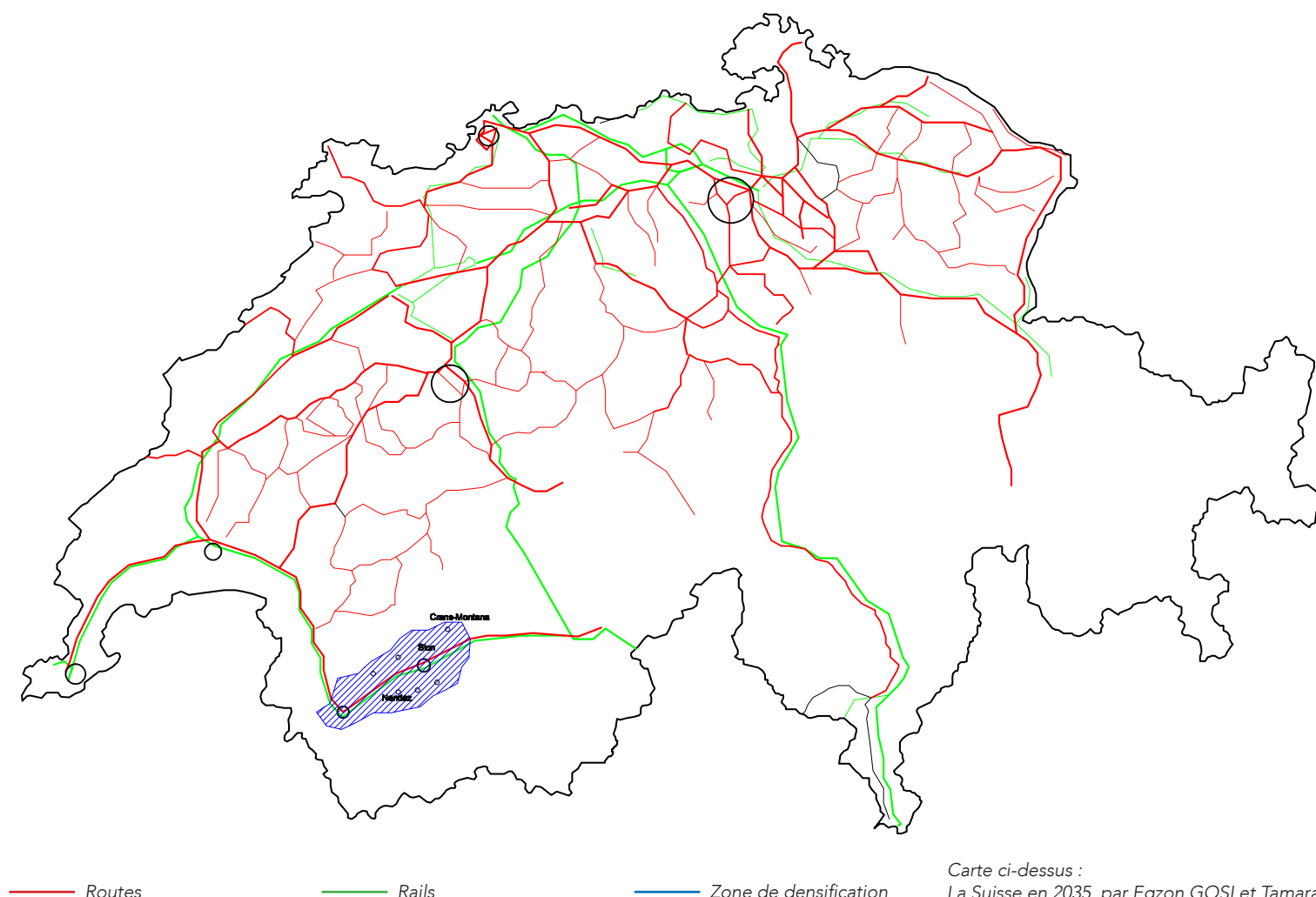
Participant-e-s :
Egzon GOSI
Tamara LOBO

« Cultivons le plat, construisons la pente » Séraphin Hirtz

Pendulaires journaliers actifs occupés en % du total des pendulaires dans les cinq grandes villes



Carte ci-dessus :
Carte des aires des pendulaires, en 1990.
Source : Recensement fédéral de la population, OFS



Carte ci-dessus :
La Suisse en 2035, par Egzon GOSI et Tamara LOBO

AGRICULTURE

La Suisse pionnière en Europe !

Le 14 juillet 2014: les communautés de montagne autochtones de neuf pays forment un réseau international de montagne peuples autochtones lors d'un atelier au Bhoutan. Il a donné lieu à la Déclaration Bhoutan sur les changements climatiques et de la montagne peuples autochtones...

Vingt-cinq communautés du Bhoutan, de Chine, d'Inde, du Kirghizistan, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Tadjikistan, du Pérou, des Philippines, de Taiwan et de Thaïlande ont discuté de l'échange de connaissances, d'innovations et des technologies d'adaptation au changement climatique pour parvenir à la souveraineté alimentaire dans les environnements de montagne. Le réseau plaide en faveur de la protection des droits des peuples autochtones de montagne à leur patrimoine bio-culturel pour soutenir les stratégies d'adaptation basées sur les savoirs traditionnels.

La Déclaration appelle les gouvernements, la société civile et la communauté internationale, entre autres à reconnaître et respecter les visions du monde et des valeurs culturelles et spirituelles des peuples autochtones et des agriculteurs traditionnels, à reconnaître le caractère sacré de leurs graines et à favoriser les échanges de semences et le rapatriement des graines de banques de gènes internationales pour créer des options d'adaptation supplémentaires et assurer la souveraineté alimentaire locale et la sécurité alimentaire. La déclaration invite à reconnaître la valeur des systèmes agricoles traditionnels de la sécurité alimentaire nationale par l'intégration des connaissances traditionnelles dans les politiques et programmes sectoriels au niveau national (...).

Source : <http://climate-1.iisd.org>

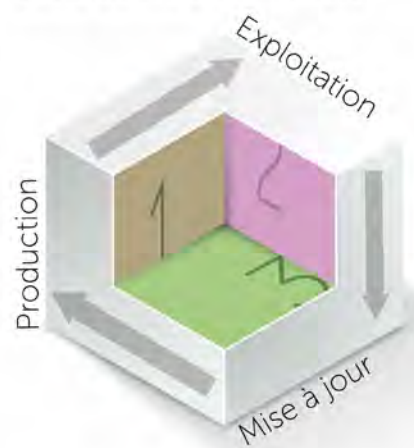
ME

Smart housing solution

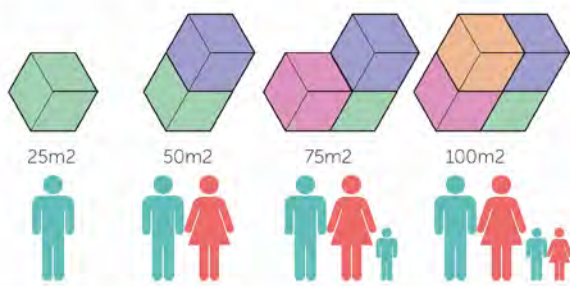
Structure adaptée aux besoins



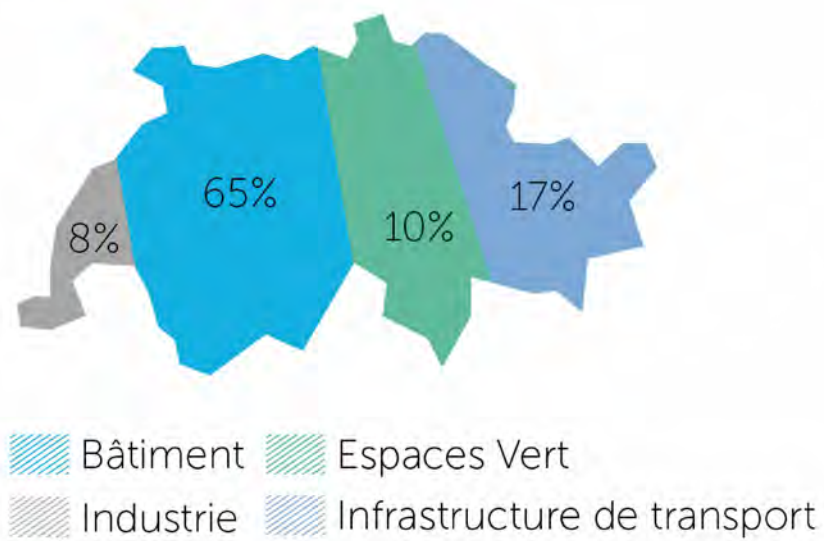
Cycle de vie d'un module



Modules évolutifs



Utilisation des sols dans les villes Suisse



1'000 possibilités adaptable à vos besoins
1 Concept

Surface utile du module
25 m²

Durée de vie du module
50 ans

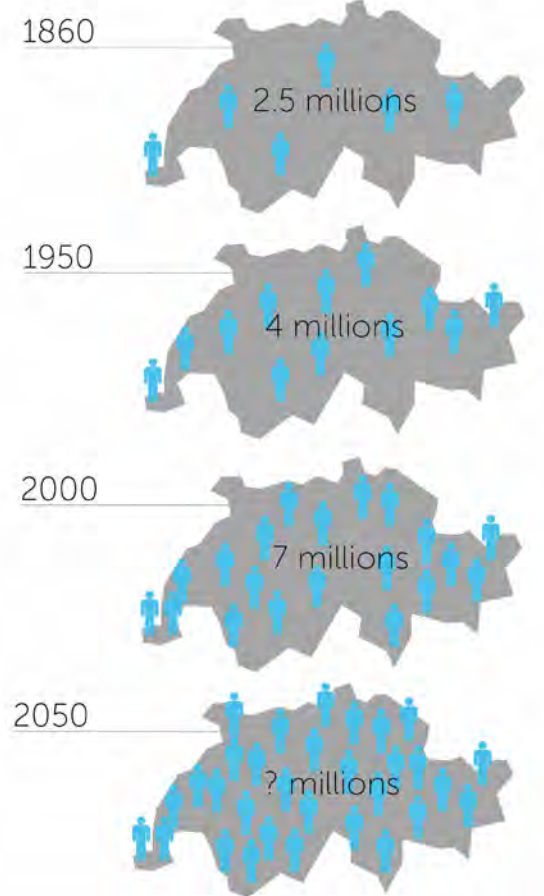
Prix de vente du module
30 kCHF

Surface rendue à la nature
225 m²

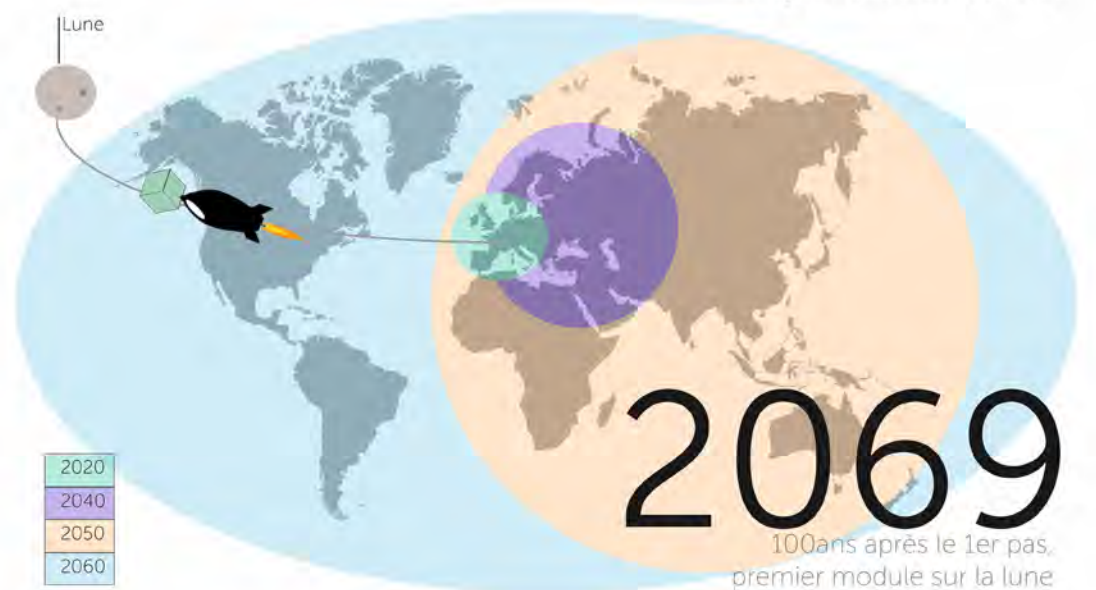
Application pour smartphone



Evolution démographique



Objectifs de croissance



ME³

Smart housing solution

Modulaire

Concept

L'objectif est de mettre à disposition de chacun des structures standardisées.

Celles-ci permettent l'interconnexion d'éléments de 25m² modulables.

Le tout géré via une application pour smartphone.

Ainsi chaque personne est libre d'adapter son logement à ses besoins

Evolutif

L'application

ME³

Centre de contrôle du concept, l'application smartphone ME³ a un rôle important dans le projet. Elle permet la mise en relation entre structures et modules. Elle sert d'outil de suivi pour la consommation d'énergie de chaque module interconnecté.

Elle avertit les propriétaires sur les nouveautés et mises à jour.

Economique

Le Module

Élément autonome de 25 m² évolutif et personnalisable.

Les modules sont développés pour répondre aux besoins de chacun.

Raccordés aux réseaux énergétiques via la structure.

Un large choix d'aménagement. Bureaux / Logement / Garage / Commerce/ etc...

Ecologique

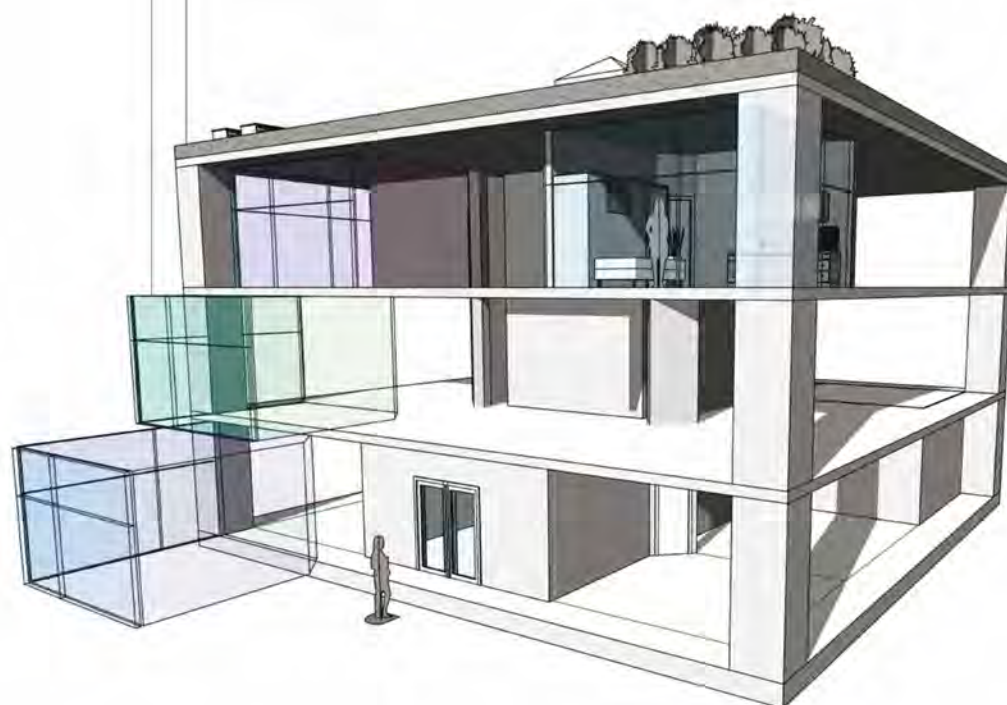
La Structure

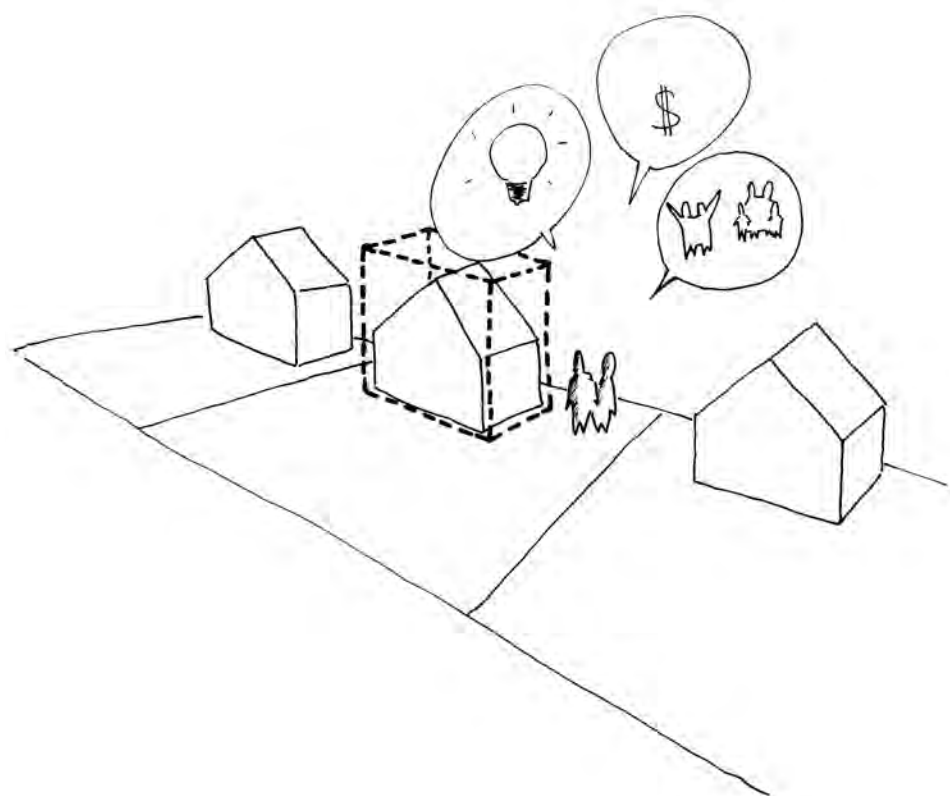
Construite selon un principe défini, la structure peut accueillir de 4

à plus de 200 modules. Elle peut être propriété d'investisseurs ou de

particuliers. Elle est approvisionnée en électricité, eau, gaz, multimédia, etc.

Chaque structure dispose d'une toiture favorisant la biodiversité.





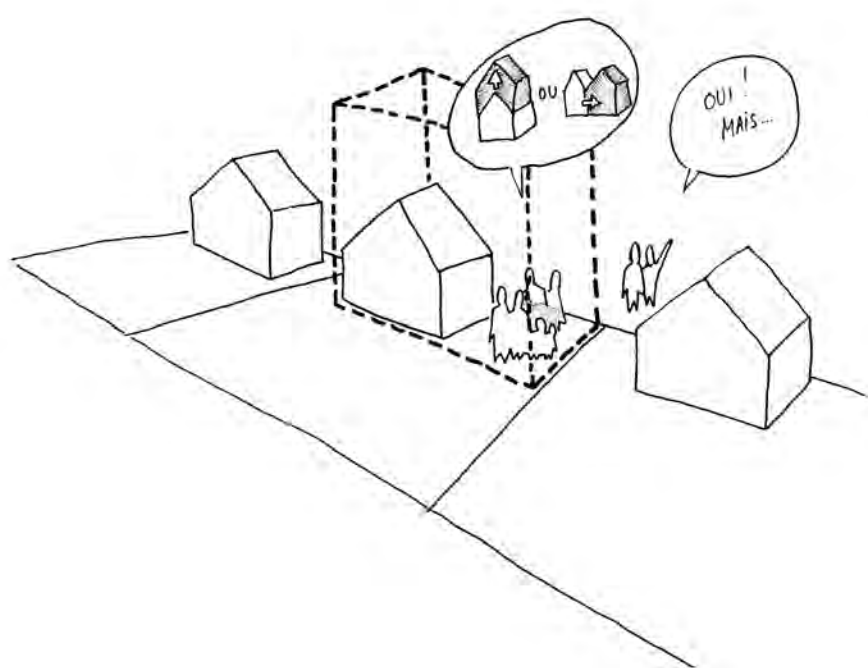
Limite juridique de construction

La crise du logement sur l'arc lémanique induit la migration de nombreux habitants vers le nord.

Revoir les gabarits autorisés dans les quartiers pavillonnaires est une opportunité de lutter contre l'inflation du foncier et d'atténuer le mitage, d'ailleurs particulièrement important sur la côte.

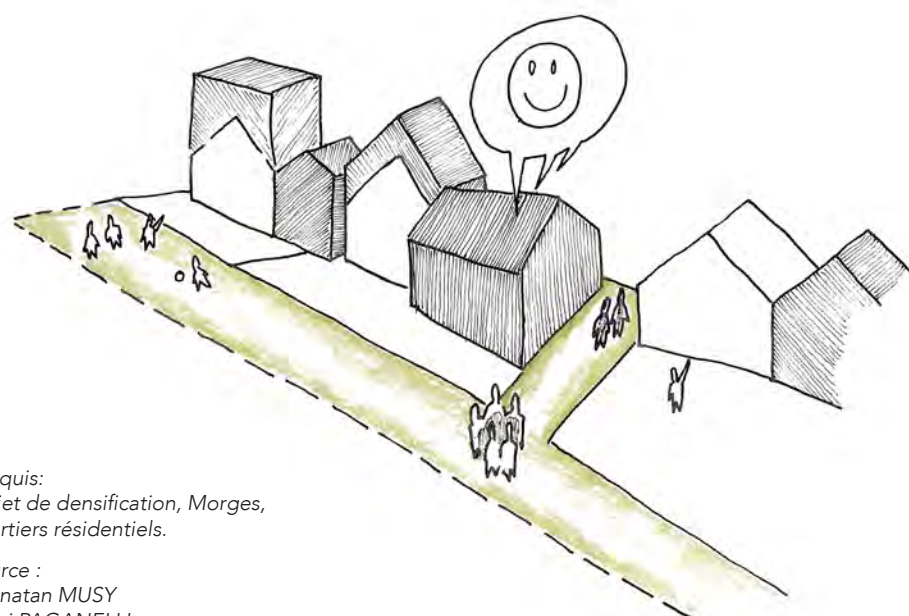
Les statistiques indiquent un vieillissement des populations (17% des Morgiens ont plus de 65 ans et 31% ont entre 40 et 64 ans) rendant propice l'introduction d'un nouvel urbanisme, en profitant de la passation pour accélérer le processus.

Les avantages sont fiscaux (exemption sur plus value), financiers (terrains à bon compte pour les constructions), sociaux (rapprochement des habitants, notamment des familles) et écologiques.



Nouvelle limite juridique de construction

Les Plan Local d'Aménagement sont modifiés et les gabarits autorisés augmentés (hauteur et surface au sol). La ville organise des médiations avec les intéressés (constitution de groupes de construction composés d'un architecte et d'habitants) et organise les infrastructures et équipements des quartiers. Elle coordonne grâce à un service de médiation la cohérence entre les différents projets, et allège fiscalement les intéressés (plus-value non taxée).



Extensions et densifications

Les autorisations permettent une augmentation des étages (R+2), de rapprocher les constructions, et d'augmenter la surface au sol construite. Les projets permettent de créer des quartiers mettant un point d'honneur à la vie individuelle certes, mais communautaire également puisque la majorité des espaces ouverts sont partagés.

Rétrocession de terrain

Les permis de bâtir sont délivrés sous condition d'une rétrocession de terrain (côté rue et jardin) à la ville ou à des collectivités de quartiers formées par les habitants.

L'aménagement de ces espaces obtenus est géré par la ville. Les espaces publics sont maintenus par la ville, et les espaces semi-publics organisés et maintenus par les collectivités de quartier, avec médiation de la ville.

Croquis:
Projet de densification, Morges,
quartiers résidentiels.

Source :
Johnatan MUSY
Rémi PAGANELLI
Emeric ACHINO

Evolution des zones villas

Comment étaient les zones villas, il y a 20 ans ? Quelles sont les différences, les avantages ou les inconvénients d'y vivre aujourd'hui par rapport à avant ? Reste-t-il encore du bocage pavillonnaire ? Voilà les questions que nous avons posées à des habitants de ces zones.

Nous avons questionné des habitants de différentes zones villas de Suisse sur la vie dans ces lieux uniques en leur genre et sur les changements qu'il y a eu durant ces 20 dernières années.

Les nouvelles zones villas

Pour les habitants des nouvelles zones villas, ces endroits devenus collectifs et très verts pour des zones considérées comme privées, les avis sont très positifs.

«Quand j'étais jeune, j'habitais près d'une zone villas, et je ne voyais jamais personne dans les rues qui les bordaient. Cela ne me donnait pas envie d'y habiter, c'était vide. Chacun avait sa piscine individuelle, personne ne sortait. Ici c'est différent, il y a des activités et de grands espaces pour tout le monde et les enfants sont partout. C'est une vision totalement opposée à ce qu'on avait à l'époque : il y a de la vie. C'est clairement moins privé mais je ne le regrette pas.» Céline, 45 ans, habitante d'un éco-quartier de villas.

«A l'époque, jamais je n'aurais pensé habiter dans une zone villas. Certes, il y avait de beaux espaces verts, mais c'était très cher, et une grande solitude se faisait ressentir dans ces quartiers. Aujourd'hui, je suis heureux d'y habiter car les conditions sont différentes de celles d'avant. Je rencontre plein de gens, je suis aidé en cas de besoin et il y a une mixité de populations tout à fait incroyable. A présent, on retrouve moins d'espaces perdus du fait que les habitations sont plus condensées. Les espaces publics sont ainsi bien mieux utilisés.» Jean-Yves, 67 ans, habitant d'un éco-quartier de villas.

Les zones de villas mitoyennes

Dans ces zones, il y a eu une mutation assez intéressante, et ceci selon l'espace, les possibilités et les envies des habitants, qui souvent étaient implantés dans ces maisons individuelles depuis longtemps.

«20 ans en arrière, on avait bien plus de difficulté à partager des moments avec nos voisins. Aujourd'hui même s'il y a plus de bruit dans le voisinage, les jeunes échangent et jouent dans l'espace vert commun, c'est agréable de voir de la vie. Et, il faut dire que les enfants de mes voisins m'apportent souvent un bouquet de fleurs sauvages parce qu'ils aiment venir prendre quelques framboises dans mon jardin. Cela ne se serait jamais fait dans le début des années 2000. Pourtant, dans ma jeunesse, il y avait des frigos et des fours communs dans les villages. Maintenant, je retrouve le même plaisir que dans mon village d'enfance, je ressens le même dynamisme.» Michelle, 83 ans, habitante depuis ses 35 ans dans une zone de villas contiguës.

«Moi, j'aime bien habiter ici car il y a une table de ping-pong que tout le monde peut utiliser, et on aime bien y jouer avec Camille et Léa. Maman m'a dit qu'au début, quand ils habitaient ici, chacun vivait dans son coin comme s'il était puni. Et puis quand ils ont décidé de former une association pour animer le quartier, tout s'est allumé comme un beau feu d'artifice.» Marie, 9 ans, habitante d'un quartier dans une zone de villas contiguës

Les zones de villas espacées

C'est dans ces zones que la mutation a été la plus compliquée, due à la résistance de certains propriétaires, très attachés à leur sphère privée et leurs clôtures.

«Je ne suis pas contre toutes ces idées d'animer le quartier, mais en revanche, ils voulaient me prendre un bout de ma parcelle ! Je sais bien que je ne l'utilise pas, mais j'aime être tranquille.» Robert, 63 ans, habitant d'une zone de villas espacées

«Je suis très heureuse des changements apportés dans le quartier. Bien sûr, il y a plus de bruit, mais le cellier communautaire me permet de diminuer mes déplacements, et comme j'ai une mobilité réduite, cela m'arrange bien. A présent, ces zones sont mieux desservies et la voiture n'est plus indispensable. Les enfants semblent plus heureux, et l'on garde quand même une certaine intimité.» Julie, 33 ans, habitante d'une zone de villas espacées

«J'apprécie beaucoup l'espace de jardin communautaire que nous avons mis en place avec les habitants des maisons voisines. Cela nous permet de cultiver, mais également d'avoir un espace en commun avec un local pour les jeunes. Quand j'étais petite, je devais toujours aller sonner chez la voisine pour aller jouer avec ma meilleure amie, aujourd'hui, ce n'est plus nécessaire.» Charlie, 17 ans, habitante d'une zone de villas espacées

«Je participe beaucoup au développement de la vie sociétale du quartier. Etant plus jeune, ce quartier était vide et je m'ennuyais énormément. Aujourd'hui, il y a encore quelques vieux râleurs qui ne veulent pas de ces changements, mais ils deviennent de plus en plus rares. Et comme je dis toujours, le bonheur vient du partage et la santé de la nature. C'est ce que l'on apporte ici.» Hugo, 54 ans, habitant d'une zone de villas espacées

«Une grande solitude se faisait ressentir dans ces quartiers. Aujourd'hui, je suis heureux d'y habiter.»

Eau

La qualité de tous les ruisseaux du pays a atteint le niveau exigé il y a quelques années. La sensibilisation des habitants et la gestion des eaux pluviales ont permis d'améliorer le confort urbain, notamment en luttant contre les îlots de chaleur. Les nappes phréatiques sont rechargées.





ETAPES DU PROJET

2014 : Etude et réflexion sur la gestion des eaux.
Etablissement d'un schéma directeur de gestion des eaux.
Classification et étude d'impact des rivières et ruisseaux.

2015 : Mise en avant des cours d'eau en liste rouge.*
Mise en soumission du projet de renaturation du ruisseau de la Chenaittaz.

2017 : Concours, Renaturation du ruisseau partie I.(embouchure)

2018 : Concours, Renaturation du ruisseau partie II. (source)
Lancement des travaux Partie I.

2019 : Concours, Renaturation du ruisseau partie III. (Liaison)
Lancement des travaux Partie II

2022 : Lancement des travaux Partie III.
Inauguration Parties I et II.

2025 : Inauguration Partie III.

2027 : Finalisation des méthodes de gestion et de traitement des eaux.

Samedi 25 juin 2035 : 10 ans de retrouvailles !

*Liste rouge : Liste des cours d'eau artificialisés sur la totalité de leur parcours.

Anniversaire d'un ruisseau oublié

Le projet de renaturation du ruisseau de la Chenaitaz, réalisé il y a 10 ans, illustre bien la mise en œuvre du schéma directeur de gestion des eaux.

Rendre leur espace aux rivières et redonner une place aux cours d'eau. Faire des eaux de surface, le symbole visible du bien vivre ensemble et en harmonie avec la nature, telles furent les visées d'il y a 20 ans. Jusqu'alors, seules les questions sécuritaires et économiques étaient prises en compte.

Depuis, grâce à une meilleure gestion des risques de crues et inondations, la réintroduction des cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux, etc.) et leur renaturation même en milieu urbain dense a été une priorité nationale. Cette initiative a permis de modifier radicalement le rapport

des habitants à leur cadre de vie. Nous en avons fait le symbole de notre ouverture vers l'Europe qui nous entoure (bien mise à mal par la votation du 9 février 2014, qui reste encore dans toutes les mémoires!).

Le réseau hydraulique d'eaux pluviales organisé en surface et associé à une importante trame végétale se décline en zone humide, noues, fossés, ruisseaux et autres rigoles. Le stockage des eaux qui alimentent nos installations sanitaires se font en toiture, en sous-sol, sous voirie mais également par le biais de bassins de rétention visibles (étang, petits lacs, etc.).

Cette stratégie de réintroduire la nature en ville lancée en 2014 a été pensée en vue d'une application par emboîtement d'échelles. Elle se porte dès lors sur l'ensemble du territoire et veut donner ainsi l'image d'une Suisse non seulement gardienne mais aussi généreuse distributrice d'une eau pure et de qualité par la mise en place de bassins de phytoépuration.

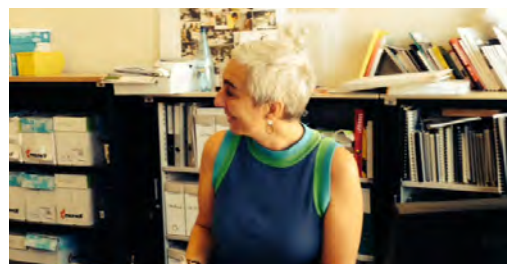
Comme tous les ans, cette initiative durable est commémorée lors de la fête de l'O. En cette année 2035, Vevey est à l'honneur avec les 10 ans de la mise à ciel ouvert du ruisseau de la Chenaitaz.

Schéma projet p. 28 :
par Céline MARCLAY

Historique projet :
par Céline MARCLAY

Participant·es :
Céline MARCLAY
Jennifer REY

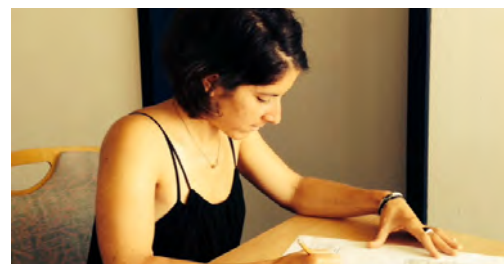
Les usagers nous en parlent...



Solange, 55 ans, habitante du DNO de Canel.

Climatisation naturelle

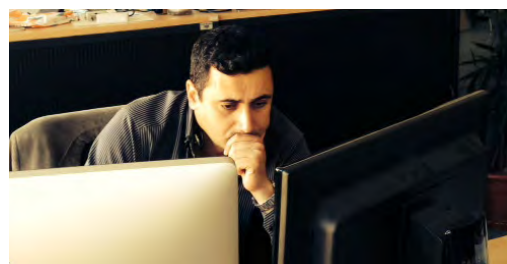
«J'aime venir me rafraîchir au bord de ce ruisseau avec mes colocataires du DNO (domicile nouvelle option). Plusieurs fêtes sont organisées réunissant des personnes de différents âges, quartiers voisins et même des villes voisines qui viennent avec les bus mis à disposition.»



Christine, 40 ans, mère d'une enfant scolarisée à l'école Canel.

Rencontre et évasion

«Ce ruisseau permet de nous évader du monde du travail. L'aménagement nous offre la possibilité de discuter et de se poser en attendant les enfants, une chose que je n'ai jamais vu faire par mes grands-parents ou même mes parents.»



Antony, 50 ans, père de 2 enfants, habitant dans le quartier des Rives.

Effet thérapeutique

«Ma fille ainée de 21 ans était souvent malade étant bébé. Depuis la réalisation de ces projets de gestion des eaux en Suisse, elle tombe peu souvent malade. Marquée par ce projet de renaturation, elle s'est lancée dans de grandes études liées à la biodiversité engendrée par l'eau.»



Tania, 7 ans, habitant à Vevey.

Corridor biologique

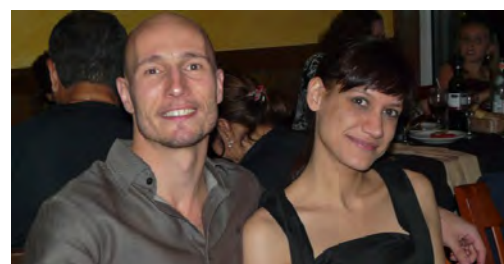
«Tous les lundis matin la maitresse nous emmène au bord de l'eau pour nous apprendre à reconnaître les fleurs et les animaux. Quand je mange à la cantine et qu'il fait beau, on a le droit d'aller jouer vers le ruisseau. Comme il n'y a pas de voiture, on peut y aller tout seul.»



Quentin, 25 ans, habitant de Lausanne.

Biodiversité

«Je suis en école de réinsertion professionnelle et je profite de mes pauses pour aller discuter avec les biojardiniers. Je ne connais pas grand-chose mais ils me démontrent l'intérêt de la biodiversité engendrée par la renaturation des cours d'eau.»



Bastien et Emilie, 32 et 30 ans, habitant le centre historique de Vevey.

Echange et partage

«Nous venons souvent nous promener par ici car nous habitons à deux pas et souvent nous profitons de cette balade au bord de l'eau pour échanger ou acheter nos légumes dans les jardins familiaux ; plusieurs agriculteurs régionaux viennent régulièrement présenter leurs produits.»

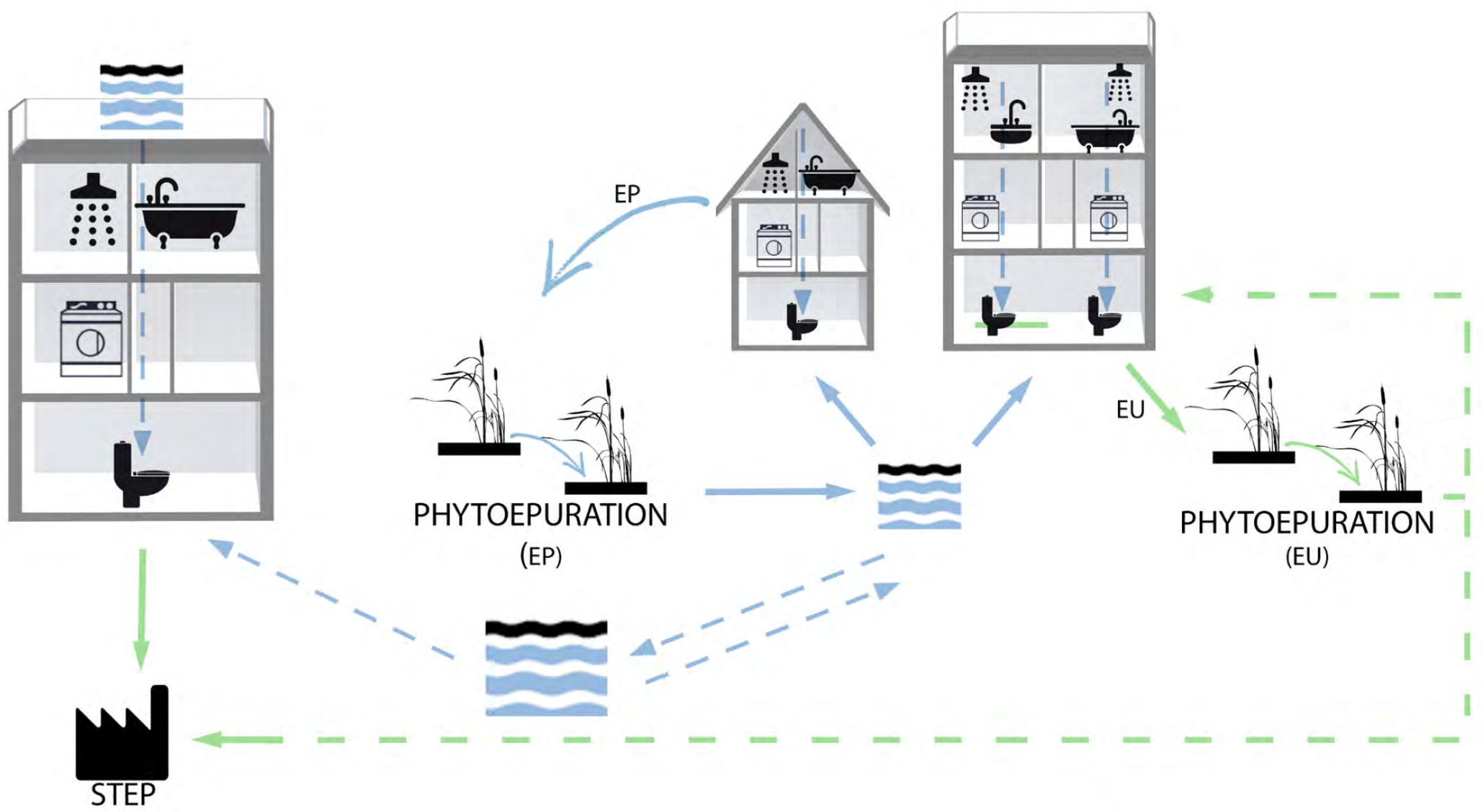


Schéma ci-dessus :
Fonctionnement de gestion des
eaux, par Céline MARCLAY

2%

C'est le pourcentage d'eau pluviale utilisée pour la production d'eau potable en 2035. Un chiffre inchangé depuis 2014 malgré un accroissement de la population de plus de 20%.

Economie

Pour une pluviométrie restée quasiment stable depuis 2014, l'établissement d'une nouvelle gestion des eaux pluviales au cours de ces dernières années a impliqué une réduction du traitement chimique des eaux. L'économie d'énergie engendrée a donné lieu à un investissement accru dans le développement des PSR*.

Ecologie, Santé

Un net développement des traitements phyto-épuration a été observé depuis 20 ans, donnant à chaque quartier la possibilité de traiter les eaux pluviales récupérées pour la stocker et la réutiliser ou rejeter une eau de qualité dans les ruisseaux et rivières. Les toilettes sèches ont aussi connu un essor considérable, en particulier dans

les nouvelles constructions et dans les bâtiments en rénovation écologique. Le développement des jardins potagers communautaires a contribué à cet essor par l'usage de proximité que l'on peut faire du compost ainsi produit.

Qualité identitaire

L'eau est une richesse historique de la Suisse et une caractéristique forte de l'identité du pays.

Vu comme le «château d'eau de l'Europe», la Suisse s'est construite autour de nombreux systèmes de gestion des eaux pluviales.

L'eau continue d'organiser le paysage pour la plus grande fierté des Suisses.

*Prestations Sociales Requises

2014 : Aux chiottes l'eau potable!



Un Oui massif pour les eaux grises

Terminé les quelques cas isolés d'habitats écologiques d'il y a 20 ans, place à des installations sanitaires alimentées sans eau potable et pour tous.

Tel est le sujet sur lequel les Suisses ont été appelés à voter début septembre 2035. Par ce vote favorable, l'introduction obligatoire d'un réseau d'eaux grises (eaux non traitées) permettra de desservir ainsi l'ensemble des installations sanitaires de tout type d'habitation (villas, logements collectifs, bâtiments publics).

De l'utopie à la réalité

Lancée en 2014, cette idée de l'utilisation des eaux grises avait été décriée par ses détracteurs comme étant une aberration économique sans grand intérêt écologique.

En effet, dans le cas où les eaux grises servent uniquement à nos jardins, à nos wc et autres lave-linges, le dédoublement du réseau engendrerait un investissement titanesque. Sachant que les lois cantonales exigent des entreprises de distribution des eaux à but non lucratif de s'autofinancer comment pourrions-nous alors répondre à cet investissement ?

La solution proposée a donc été d'intervenir au niveau de nos robinets tout en maintenant le système de réseau existant. Plutôt que d'agir en amont du processus de distribution, le traitement des eaux grises se fait au moyen de filtres intégrés à nos robinets. Mais dès lors à qui profite ce nouveau marché ? Comme, en tant que bien public, l'eau se doit d'être accessible à tous, ce marché revient de droit

aux entreprises de distribution en tant que monopole public.

Nappes phréatiques préservées

Ce processus de distribution est d'autant plus efficace que la qualité de l'eau a augmenté notamment par le développement de bassins de phytoépuration.

La politique de remise à ciel ouvert des cours d'eau oubliés a généré de nouveaux réservoirs susceptibles d'alimenter les habitations et de récupérer les eaux de pluie. Les nappes phréatiques et autres sources peuvent ainsi être préservées. A cela s'ajoute une baisse de consommation de l'eau par un processus de récupération en chaîne des diverses installations sanitaires au sein du bâtiment.

Croquis ci-dessus :
2014, aux chiottes l'eau potable,
par Jennifer REY

Participant(e)s :
Jennifer REY
Céline MARCLAY

Consommation

La planète a été secouée par plusieurs crises alimentaires qui ont accéléré la mutation de l'agriculture suisse. Les paysans diversifient leurs cultures et les systèmes de distribution se sont raccourcis... Les consommateurs comme les producteurs sont gagnants.



Toujours plus haut

Ce week-end, des nouvelles serres ont vu le jour sur les toitures de la Résidence Beau-Séjour à Lausanne. Pour l'occasion, une ambiance festive s'est installée dans le quartier. Près de deux cents personnes ainsi que le syndic se sont déplacés afin de participer à cette inauguration.

Quand les potagers prennent le dessus sur la ville

Les architectes sont en perpétuelle quête de rentabilisation de l'espace. Le manque de place en ville est une problématique depuis longtemps, ainsi les constructions ont de plus en plus tendance à se déployer en hauteur.

Depuis 2015, une grande campagne de réaménagement des villes suisses a été mise en place. Tout d'abord une étude de toutes les toitures a été élaborée afin de déterminer lesquelles étaient propices à l'aménagement d'une serre. Puis, une

importante recherche de fonds a été menée dans tout le pays afin de proposer un projet entier, à présent approuvé par les autorités compétentes. Les serres de la Résidence Beau-Séjour ne sont que la première pierre de ce concept pharaonique. Il aura fallu vingt ans, pour que le projet passe du papier à la réalité.

Socialement positif

Le projet a deux lignes directrices majeures: exploiter au maximum les surfaces inutilisées tout en privilégiant une ville saine et moins polluée.



Ces serres permettent de sensibiliser l'habitant à sa consommation d'aliments, ainsi que de resserrer les liens sociaux entre voisins. Le pourcentage d'autosuffisance de

l'arboriculture et la culture maraîchère en Suisse pourra ainsi être considérablement augmenté.



Bernex, les serres s'invitent chez Migros

Faisant face au grand mouvement écologique, le secteur des activités se mobilise et se lance dans les serres en toiture, pour une meilleure rentabilisation du terrain et une diminution de la pollution due aux transports des aliments.

Les commerces rentabilisent l'espace

Le problème du manque de surfaces disponibles pour les logements est réel, ainsi les commerces décident de s'implanter sur les surfaces tel que le P+R de Bernex qui sont proches des autoroutes afin de ne pas concurrencer le secteur de l'habitat.

En Suisse, cette pratique est de plus en plus répandue, permettant ainsi de trouver une seconde jeunesse à des terrains longtemps occupés par des infrastructures de transport privé. Le futur s'annonce alors plutôt positif, tant les possibilités de développement sont nombreuses.

bassin a été prévu répondant au principe de l'aquaponie.

Ce concept novateur, devenu possible, pourra dès demain s'étendre sur l'intégralité du territoire suisse.

«L'aquaponie associe l'élevage de poissons et la culture de plantes en circuit fermé. Elle fonctionne grâce à la symbiose entre les poissons, les plantes et les bactéries présentes naturellement: les déjections des poissons sont alors transformées en matières assimilables par les plantes qui, à leur tour, purifient l'eau.»

Pour pousser le concept plus loin, Migros décide de développer ses surfaces cultivables en hauteur, afin de ne pas occuper de la surface au sol qui sera utilisée pour y développer des espaces verts, et de réduire ainsi la pollution existante.

Les 297 places du P+R de Bernex seront remplacées dès mars 2036 par le nouveau bâtiment de la grande chaîne Suisse. La suppression de ce parking a été possible suite à l'observation de son manque d'utilisation induit par l'augmentation de l'offre des transports publics.

Le concept

L'idée principale est simple, puisque la surface disponible ne permet pas d'étendre les cultures horizontalement, les serres en toiture répondent à la problématique en se déployant en hauteur. Ce nouveau bâtiment se compose de trois niveaux, le rez-de-chaussée accueillant le commerce et les deuxième et troisième niveaux accueillant les serres, elles-mêmes divisées en différents étalages.

Les grandes cultures ou l'élevage d'animaux sont concentrés en plaine ou en montagne, où l'espace est disponible. Ce fonctionnement permet au commerce d'avoir un lien direct avec les aliments qu'il propose, et aux clients d'avoir une meilleure traçabilité du produit.

Optimisées au maximum, ces serres offrent une luminosité excellente et un climat idéal à la croissance des plantations. C'est grâce au vitrage du bâtiment que les rayons du soleil atteignent les cultures et que la température est optimale au développement des cultures. De plus ce bâtiment possède l'avantage d'être complètement autonome énergétiquement. Équipé de panneaux solaires et d'éoliennes, il a la capacité de produire sa propre énergie. Afin de permettre une optimisation de l'autonomie des serres, un

CRITIQUES SUR LES SERRES EN TOITURE : QUEL AVENIR ?

Les serres sur les toits ont fait longtemps l'objet de critiques et encore actuellement, la serre réalisée sur le toit de l'ancien P+R de Bernex fait l'objet de nombreuses controverses. Le projet a été présenté comme un élément expérimental tant au niveau énergétique qu'au niveau de la rentabilité productive. Les progrès réalisés par les agronomes ces dernières années ne font pas oublier la nécessité de penser l'aménagement du territoire en plaçant au centre des réflexions la production de denrées alimentaires. Ainsi, plutôt qu'une utilisation systématique de toutes les toitures pour y construire des serres, c'est plutôt une réflexion sur la valeur agronomique des sols qui doit guider les nouveaux plans d'urbanisme.

Laurent DAUNE

Image en haut à droite : Serres en toiture, Résidence Beau-Séjour, Genève, par Keïla MONES RUIZ et Caroline TOBLER.

Image ci-dessus : Serres sur la Migros de Bernex, Genève, par Keïla MONES RUIZ et Caroline TOBLER.

Participant-e-s : Quentin MEYLAN Keïla MONES RUIZ Caroline TOBLER

Les celliers communautaires, la révolution continue

Zoom sur le quartier du coin-de-terre des Tuileries à Bellevue (GE)

Samedi dernier, ses habitants ont voté à une forte majorité pour la construction d'un cellier communautaire.

Cette nouvelle démarche participative fait un carton en Suisse depuis son développement en 2015. Le but vise à offrir la possibilité à chaque habitant de contribuer aux apports alimentaires de son quartier. Cette nouveauté permet également de mettre en relation les producteurs de proximité avec les consommateurs. Autant de points positifs dont les habitants peuvent bénéficier.

Financement

Ce projet est financé à moitié par l'Etat grâce aux PSR (Prestations Sociales Requises), et l'autre moitié par les habitants du quartier. En étant acteurs de ce projet immobilier, les propriétaires développent des relations basées sur la solidarité, le partage et le dialogue. Comme ce cellier dépend de leurs attentes sociales, environnementales, ainsi que de leurs possibilités financières, ils se sentent d'autant plus concernés par l'impact que ce dernier aura dans leur vie quotidienne. Ils participent donc également à la conception du lieu, au choix de son emplacement et même jusqu'à l'horaire d'ouverture du cellier.

Un cellier autonome

Un des arguments en faveur du résultat a été de confirmer que ce cellier communautaire serait autonome en électricité. Les habitants n'auront donc pas de frais supplémentaires à payer une fois son installation terminée. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de ce qu'il se fait dans le quartier car aujourd'hui, sur chacune des

villas, il y a un panneau solaire, pour chauffer les chauffe-eaux individuels.

Les avantages du cellier communautaire expliqués en trois points :

économique - Les habitants se disent heureux de la mise en place de cette infrastructure pour des raisons économiques. En effet, cet espace de vie partagé permet aux foyers d'épargner grâce au système du « donnant-donnant ». Chaque famille pourra troquer des denrées inutilisées, des fruits et légumes provenant de leur potager, des œufs des poules de leur propriété, et plus si intéressés. Ceci dans un but commun de mieux gérer les stocks des foyers, et, in fine, de réduire les déchets alimentaires. Le cellier dispose aussi d'une chambre froide et congélateur aménagés pour que chacun puisse y conserver des denrées. Cela évite le besoin d'une capacité de stockage frigorifique importante dans leur maison.

social - Cette installation permettra aussi de réaffirmer les liens sociaux trop souvent oubliés dans ces zones. La création d'un lieu de rencontre et de partage permettra de redynamiser cet endroit. En effet, des activités au sein de ce cellier pourront être créées. Des emplois seront ainsi mis en place dans le but de gérer le bon fonctionnement de la redistribution. De plus, ils ont prévus de créer, en collaboration avec d'autres celliers à proximité, un site Web. Les familles pourront avoir des informations sur le stock de celui-ci ou les denrées spéciales arrivées le jour même.



mobilité et activités - Il se trouve que les transports publics genevois ont émis la possibilité d'ajouter un arrêt de bus non loin de là s'il y a suffisamment d'intérêt de la part de la population. Comme les habitants du quartier ont délaissé la voiture privée au profit du carsharing ou des transports publics, ils bénéficient d'un plus grand espace commun, autrefois utilisé par les voitures. Grâce à cela, des activités pour les enfants ont été mises en place. Leur bon fonctionnement est notamment dû aux journées de travail à domicile. Chaque habitant a l'opportunité

de profiter au mieux de ces nouveaux espaces verts.

Si un arrêt des TPG est finalement ajouté, c'est bien sûr non seulement les habitants du quartier « coin de terre » mais aussi une grande partie de la population de Bellevue qui profitera de ce nouvel espace d'échange.

En quelques chiffres

Sur une base de 36 villas, on compte :

Frigo	0.1 m ² /villa
Denrées sèches	0.2 m ² /villa
Espace distribution	5 m ² /villa

Soit une surface pour le cellier de 200 m²

Création d'un nouveau site Web pour le cellier communautaire du quartier du Pré

Le quartier villas de Morges a créé un nouveau site Web pour que ses habitants puissent réserver, connaître le stock, les nouveaux arrivages, et même commander pour les personnes à mobilité réduite.

Ce genre de création n'est pas inconnue en Suisse depuis plusieurs années. La différence est que, jusqu'à présent, seuls les stocks du cellier étaient mis à la portée des habitants. Dans ce quartier du Pré à Morges (VD), ils ont aujourd'hui décidé d'offrir de nouveaux services, tels que les approvisionnements provenant du voisinage, la réservation de produits pour les personnes travaillant tard et une possibilité de se faire livrer pour les personnes âgées ou celles à mobilité réduite.

La nouveauté créée par la «sur-production» des potagers du quartier

Aujourd'hui, face à l'ampleur du phénomène des potagers familiaux et communautaires, les personnes ayant une production trop élevée pour leur propre consommation n'hésitent pas à amener leur surplus dans les celliers, afin d'en faire profiter leurs voisins. De ce fait, le stockage peut facilement varier. Les habitants

ont donc décidé d'apporter une amélioration comparée aux autres sites déjà créés par le passé. Ceci en mettant les petites productions potagères en disponibilité d'échange et de commercialisation de proximité.

Réserver les denrées

Comme tout le monde n'a pas la possibilité d'avoir une journée de travail à la maison, les habitants ont songé à une solution alternative pour ces personnes. En effet, aujourd'hui, une grande partie de la population travaille encore bien tard, le but n'étant pas d'encourager cette méthode de travail, mais d'aider ceux qui sont dans cette situation. Il suffira à ces personnes de réserver leurs denrées, puis d'aller les chercher soit le matin juste avant de partir au travail, soit le soir, ou encore qu'une personne de la famille ou un voisin prenne la commande au cellier communautaire. Une place pour une dizaine de boîtes fonctionnant avec codes va être

également mise en place pour que les personnes n'ayant pas d'autre possibilité puissent tout de même réserver des denrées et aller les chercher même pendant les heures de fermeture.

Mobilité réduite

Il y a 20 ans, être une personne âgée ou avoir une mobilité réduite conduisait à des situations de perte d'autonomie importante, vu le peu de prestations mises en œuvre pour aider ces personnes-là. Ce temps est révolu depuis quelques années. Il était temps que l'on trouve une

solution pour leurs courses alimentaires. En effet, bien que les voisins ou la famille apportent une aide précieuse à ces personnes, ces dernières ne sont jamais à l'abri d'imprévus contraignants. Dans ce cas, la livraison à domicile réservée aux personnes âgées et à celles ayant un handicap réduisant leur mobilité est indispensable. Ce service peut aussi s'adresser aux femmes enceintes ainsi qu'aux personnes malades. Cette solution préserve ainsi leur autonomie.

Image en haut à droite :
Projection du futur cellier communautaire du coin-de-terre à Bellevue (GE), 2035, par Tania COUTHEREZ

Schéma au centre :
Schéma du système donnant-donnant, par Tania COUTHEREZ

Image à gauche :
Présentation du site Web «La Ruche qui dit oui !»

Participant(e)s :
Estelle BAPTS
Tania COUTHEREZ



Démarche

« Demain ? la Suisse », ou PENSER la Suisse en 2035, peut être paralysant pour de jeunes étudiants. En effet, comment prendre la distance nécessaire pour répondre sereinement à cette interrogation ?

La filière Architecture du paysage d'hepia a choisi, dès la réception du courrier de Madame Doris Leuthard, d'éviter l'écueil d'une réponse de « spécialistes », en s'associant à d'autres filières hepia pour cet exercice. Les étudiants en Agronomie, en Génie civil, en Architecture et naturellement en Architecture du paysage se sont ainsi associés pour tenter de répondre à la question posée.

constante dans l'humanité, qui consiste à penser que le monde va toujours de plus en plus mal. Que le présent est toujours pire que le passé! Nous vivons dans une « crise normale permanente » nous dit encore Fabrizio Sabelli, qui permet de museler les populations en leur demandant d'attendre des jours meilleurs qui tardent à venir. Cette stratégie répond à un « ordre caché du type néo-capitaliste ou néo-libéral, de l'ordre du religieux ». Pourtant,

des entités géographiques et les agglomérations transfrontalières, telles que le « Grand Genève », l'agglomération Bâle-Mulhouse ou encore le Tessin. Pour les habitants, il est difficile de catégoriser les Suisses à partir des définitions ethniques à part le « Röstigraben » si souvent évoqué, mais pas toujours à propos. Selon Sandro Cattacin, le clivage se fait plutôt entre une « Suisse perdante », celle des banlieues et de la périphérie, et une « Suisse gagnante », celle des centres-villes. Tous les services se trouvent dans le centre-ville et c'est aussi là que se concentrent les moyens mis dans l'espace public ou la qualité architecturale. Les habitants de la périphérie ont été expulsés des centres, bloqués dans leurs rêves de progression de mode de vie, d'où les frustrations et certains résultats inquiétants dans les dernières votations. Pourtant, les Suisses vivent un brassage culturel qui est aussi à la base de l'innovation dans les écoles et les industries du pays. Sandro Cattacin, s'intéresse aux phénomènes de migration externe et interne. Ce dernier est important.

«L'homme est fait pour rêver, c'est-à-dire pour combattre et non subir. Et surtout, l'homme est fait pour la poésie. Or, l'utopie est poétique. Et la poésie aura toujours raison contre le réalisme» *Miserere*

Deux semaines d'atelier

La structure de l'atelier était assez simple: deux semaines intensives de travail en commun, soit par groupe de 2 ou 4 étudiants sous la conduite d'enseignants, avec des contributions, des apports de personnalités extérieures et une mise au point du rendu final durant les mois de juillet et août 2014 par un groupe d'étudiantes. Le temps évoqué, 2035, est en même temps un temps bien court à l'échelle des prises de décisions politiques et de leurs applications, mais aussi un temps bien long à l'échelle des jeunes adultes impliqués dans le projet: 21 ans, pratiquement leur âge. Cela signifie que les scénarios envisagés ne devaient pas être de l'ordre des révolutions ou des utopies irréalistes, mais plutôt l'accélération ou l'infléchissement de certains processus et tendances en cours, selon qu'ils soient positifs ou négatifs. Dès le début du séminaire, Fabrizio Sabelli à mis en garde les participants : « ne jouez pas les prophètes, travaillez plutôt sur un retour du désir d'un projet de société commun ! » Les étudiants devaient aussi éviter l'écueil, une

nous devrions être attentifs à « l'environnement réactif » aux activités humaines. C'est pour cela que l'on parle aujourd'hui de plus en plus de « l'anthropocène ». Les relations entre le dérèglement climatique et la fonte des glaciers, la disparition du pergisol et les grosses perturbations des territoires montagnards devraient retenir l'attention. Partant du principe évoqué par Fabrizio Sabelli que c'est l'émotion qui fait bouger les gens et non pas la science, le rendu final devait être direct et facilement accessible. Le choix d'une forme journalistique s'est rapidement imposé.

Quelle est l'image de la Suisse à travers les multiples regards des participants à l'atelier, les étudiants, les enseignants et les intervenants ? Nous avons tenté de dessiner les caractéristiques du pays et de ses habitants. Géographiquement, la Suisse est une coalition de cantons, aux frontières topographiques assez bien définies : les lacs (Léman, Constance, Majeur, Lugano), les cours d'eau (le Rhin, le Rhône et le Doubs) ou encore les chaînes de montagnes (le Jura et les Alpes) mais dont les frontières administratives ont tendance à s'estomper dans un territoire plus vaste : la continuité

La moyenne d'habitat sur un même lieu de résidence en Suisse est de cinq ans. Plus les personnes se spécialisent professionnellement, plus il leur est difficile d'habiter longtemps dans un même lieu. Ce phénomène est accentué par la concurrence que se livrent les villes. Elles cherchent à attirer des entreprises et par conséquent des personnes d'origines différentes pour profiter de leurs savoirs et de leurs compétences.

Les échanges Erasmus sont devenus une normalité pour de nombreux étudiants qui goûtent à la multiplication des lieux d'apprentissage et s'adaptent au brassage culturel. En contradiction avec cela, toutes les politiques d'intégration des immigrés sont basées sur la sédentarisation, alors qu'elle devient de plus en plus une exception. Les villes suisses sont devenues très attractives à l'échelle de la planète. Mais cette attraction a dépassé le territoire des villes. La Suisse est devenu un « pays urbain », comme l'ont démontré plusieurs

personnalités dont André Corboz ou encore les travaux du Studio-Basel. Très bien équipé en transport public jusque dans les vallées les plus reculées, le niveau de dessertes des CFF et des bus postaux, représente un des piliers de l'attachement de la population suisse à son organisation, comme à certaines de leurs institutions telles que la Poste, la Migros ou la Coop. Ce réseau relié aux grandes lignes européennes rend la mobilité encore plus facile avec le reste du monde. Cette excellente distribution a son corollaire, que nous explique Francesco Della Casa : «tous les espaces du pays sont déjà occupés, dans le sens où aucune zone est non définie sur les plans d'aménagement».

Le dérèglement climatique modifie les données territoriales. Il réduit le territoire (notamment en montagne) par des éboulements de terrains. L'abandon de terres agricoles, plus difficiles à cultiver, favorise l'extension des zones forestières. Le territoire utilisable diminue. A cela s'ajoutent l'éclatement de la structure familiale et l'augmentation des familles recomposées, imposant souvent un double habitat. la surface habitable par habitant augmente. Le glissement des activités du primaire au tertiaire s'est accompagné d'une multiplication du construit instituant l'alternance d'un habitat diurne et un autre nocturne.

Comment réfléchir à la proximité sociale dans cet espace dilaté ? Les déplacements actuels suppriment les relations humaines tant dans la ville de résidence que dans la ville du travail. L'accélération de ces changements est un problème pour de nombreux habitants qui ne comprennent pas ces phénomènes. Une nouvelle organisation temporelle de la semaine est peut-être une réponse pour retrouver le temps de vivre ces transformations en commun et le temps social de leurs digestions. L'économie du sol et des ressources vont devenir des enjeux de plus en plus importants dans les années à venir. « Les matériaux devront être de plus en plus réutilisables directement » nous dit Francesco Della Casa. La qualité de

l'environnement est un enjeu majeur au même titre que les qualités des paysages. Ces dernières représentent des valeurs économiques d'importance pour le pays, notamment en terme de tourisme ou de ressources en eau. On a coutume de dire que la Suisse est le château d'eau de l'Europe. Nous avons fait le pari qu'elle peut, au lieu d'égoïstement fermer le robinet et monnayer chèrement son «ouverture», faire le choix de la générosité et de l'exemplarité environnementale et territoriale. Cette culture des valeurs animistes peut représenter un potentiel de développement de société et en même temps devenir un modèle pour les autres pays européens. Enclavée au centre de l'Europe, la Suisse, par sa taille et son système confédéral représente un laboratoire pour les autres pays européens. Certains choix peuvent être plus facilement mis en œuvre, tant sur l'expérimentation territoriale que sur celle des sociétés. Son organisation politique et ses instruments de démocratie directe lui en donne la possibilité. Les étudiants ont fait émerger trois grands enjeux de ces constats:

- La lutte contre la ségrégation centre-ville/périphérie, étudiée par Sandro Cattacin en imaginant de prendre la Suisse comme un archipel: c'est à dire un territoire hébergeant une société «urbaine» où la nature, les valeurs rurales et le bon sens paysan prendraient le pas sur le mode de vie et de consommation du «métrosexuel» citadin!

- Le bien-être sociétal, mais aussi territorial, en imaginant la ville archipel dans laquelle de Développement Durable est repensé, non pas sur trois piliers de même valeur, mais plutôt en privilégiant en premier l'environnement, puis la société des humains et enfin l'économie.

- La réflexion sur le temps et une nouvelle distribution de la journée et de la semaine... évoquer plus largement le Kairos et un peu moins le Chronos.

Pour présenter toutes leurs réflexions, les étudiants ont pu encore apprécier l'intervention de Marc Attalah, directeur de la « Maison d'ailleurs » sur « L'imaginaire conjecturel » et la construction de scénarios. La Science-Fiction est intéressante car elle impose d'imaginer les relations humaines qui vont avec le monde imaginé. Pour ne pas « jouer les prophètes », les étudiants ont joué le jeu de la prospective: «un imaginaire qui s'appuie sur des données rationnelles en tentant de maîtriser un maximum de paramètres» nous dit Marc Attalah. La perception d'un événement change avec le temps et dépend des paradigmes et des référentiels de chacun. Les paradigmes se structurent autour d'axiomes et de valeurs. Le genre adopté par ce journal est celui de la fiction littéraire, d'une mise en intrigue. Fabrizio Sabelli leur lançait en fin de

«Se projeter dans l'avenir, c'est toujours faire appel au passé. Il n'y a pas de boule de cristal qui permettrait de lire l'avenir...»

François Jacob

présentation une piste pour leur travail : **concevoir** en changeant les paradigmes, **choisir, cultiver** une pensée indépendante, **imaginer** et **réaliser** de nouveaux projets. C'est tout l'enjeu de «Swisstopia».

Laurent Daune

Contacts
Rue de la Prairie 4
CH-1202 Genève
hepia@hesge.ch
T. 41 (0)22 546 24 00
<http://hepia.hesge.ch>



h e p i a

Haute école du paysage, d'ingénierie
et d'architecture de Genève

Coordinateurs-trice

Laurent Daune – Architecture du paysage
Vincent Desprez – Architecture du paysage
Benjamin Dupont-Roy – Architecture du paysage
Séraphin Hirtz – Architecture du paysage
Etienne Jacquemet – Génie civil
Romain Legros – Architecture du paysage
Lucas Luisoni – Agronomie
Julien Micheloud – Génie civil
Blanca Vellés – Architecture

Conception graphique

Fanny Briand - Architecture du paysage
Maddy Loubier – Etudiante Architecture
Anna Sarbu – Etudiante Architecture

Relecture

Donatella Luca

Etudiant-e-s Agronomie

Estelle Bapst
Julien Kauer

Etudiant-e-s Architecture

Angélique Belvisi
Remy Brogniart
Vito Caruso
Tania Coutherez
Cindy Dussetier
Gosi Egzon
Isabelle Gerard
Tamara Lobo
Clément Mathey
Mathieu Meyer
Keila Mones Ruiz
Jennifer Rey
Romain Schnyder

Etudiant-e-s Architecture du paysage

Thomas Cattin
Vincent Huron
David Kempf
Céline Marclay

Etudiant Génie civil

Quentin Meylan

Etudiant Gestion de la nature

Laurent Huber

Etudiants Technique des bâtiments

Maël Perret
Joël Querio
Timothé Thiesset

Autres enseignants

Emmanuel Ansaldi – Agronomie
Robert Beffa – Génie civil
Pierre-André Dupraz – Génie civil
Yvan Francey – Gestion de la nature

Intervenants

Marc Atallah – Directeur Maison d'ailleurs
Sandro Cattacin – Sociologue
Francesco Della Casa – Architecte
Lucas Luisoni – Agronomie
Fabrizio Sabelli – Antropologue

Hes-so hepia

